# Avis d’appel à propositions

**FISONG 2020 - Eau & Société Civile**

**« Renforcer la participation citoyenne**

**dans le secteur de l’eau et de l’assainissement »**

# Publié le 13 février 2020

1. Avis d’appel à propositions

Dans le cadre de la Facilité d’innovation sectorielle pour les ONG (FISONG), l’Agence française de Développement (AFD) se propose de subventionner des ONG pour la réalisation de projets de terrain innovants selon un cadre défini.

L’AFD reconnaît aux ONG des savoir-faire spécifiques, une capacité d’innovation, une proximité avec le terrain et les groupes cibles de son action ainsi qu’une capacité de plaidoyer qui l’intéressent. La « Facilité d’Innovation Sectorielle pour les ONG » (FISONG) se propose de les valoriser, et d’exploiter les complémentarités existantes et potentielles avec les actions et l’expertise de l’AFD autour d’actions concrètes. Le dispositif FISONG a pour vocation de financer des projets de développement innovants portés par des ONG françaises et internationales en partenariat avec des organisations du Sud.

Le présent appel à propositions vise à mettre en œuvre **des opérations innovantes visant à renforcer la participation citoyenne dans le secteur de l’eau et de l’assainissement**. Il est doté d’une enveloppe de 2,5 millions d’euros.

La sélection est effectuée sur la base d’une note projet accompagnée d’un dossier administratif relatif à l’ONG soumettant la demande de cofinancement. Le dossier complet est remis par les ONG dans un délai de 3 mois à compter de la publication de l’appel à propositions, soit **une remise du dossier complet au plus tard le 15 mai à midi à l’AFD Paris**.

**Les propositions complètes, note-projet et dossier administratif sur support papier et électronique, devront être réceptionnées au plus tard le 15 mai à midi à l’adresse suivante :**

**Agence Française de Développement**

**M. Denis DESILLE**

**DOE/NAT/EAA**

**5, rue Roland Barthes**

**75598 PARIS cedex 12**

**La version électronique de la note-projet doit être envoyée à l’adresse suivante :** [**fisong@afd.fr**](mailto:fisong@afd.fr)

**Toute proposition arrivée après la date et l'heure indiquée ci-dessus ou incomplète sera écartée.**

Des demandes d’informations peuvent être adressées à l’AFD au plus tard d’ici le 5 mars par **mail uniquement** à l’adresse suivante : [**fisong@afd.fr**](mailto:fisong@afd.fr)**.**  **Après cette date limite, l’AFD ne recevra plus de questions.** Elle publiera sur son site Internet l’ensemble des réponses aux questions adressées au plus tard le 19 mars.

**Composition du présent appel à propositions :**

[I. Avis d’appel à propositions 1](#_Toc30768885)

[II. Cadre général de la fisong 2](#_Toc30768886)

[III. Modalités de selection et de validation finale des propositions 6](#_Toc30768887)

[IV. Termes de REFERENCE 9](#_Toc30768888)

[V. Modèle de note projet 31](#_Toc30768889)

1. Cadre général de la fisong

L’instrument de financement « Facilité d’innovation sectorielle pour les ONG » se distingue des instruments classiques de financement ou cofinancement de projets portés par les ONG par sa volonté de promouvoir l’innovation d’une part, et le dialogue sectoriel entre l’AFD et les ONG d’autre part, ainsi que par son mode de fonctionnement. Par innovation sectorielle, on entend la recherche partagée, entre l’AFD et les ONG, de nouveaux modes d’intervention, procédés techniques, dispositifs organisationnels ou partenariats permettant de créer de nouvelles dynamiques et de jouer un rôle moteur dans un secteur précis du développement.

Instrument basé sur l’expérimentation, la recherche de créativité, la recherche – développement et la modélisation, la FISONG a pour vocation de promouvoir l’innovation dès la définition des thèmes d’intervention. Ainsi, le processus de concertation AFD-ONG sur la définition des thèmes, puis l’organisation d’une concertation spécifique sur chaque thème ont pour objectif de permettre une meilleure identification des potentiels d’innovation en amont du lancement des appels à propositions.

**Article 1. Clauses et conditions générales**

**1.1** La Facilité d’innovation sectorielle pour les ONG vise à financer des projets de développement innovants portés par des ONG françaises, internationales ou étrangères correspondant soit à l’expérimentation d’un changement d’échelle à partir d’innovations localisées préexistantes, soit au repérage, à la conception et/ou la mise au point d’innovations à petite échelle, susceptibles d’alimenter une réflexion sur des politiques sectorielles, voire de les influencer. Les projets soutenus devront s’inscrire dans l’un ou l’autre de ces deux cas de figure. Peuvent être considérées des innovations conceptuelles (la création de techniques, formes d’organisations, dispositifs d’action, etc.…) ou contextuelles (la greffe d’éléments déjà connus dans un nouveau contexte).

**1.2** Le partenariat entre ONG internationale ou française et ONG locale(s) est fortement recommandée et constitue un critère d’analyse des propositions. L’AFD retient comme définition du partenaire une organisation de la société civile qui, en partenariat avec l’ONG porteuse du projet, assume l’identification, la conception et la réalisation sur le terrain du projet cofinancé. La structure peut être formelle ou informelle.

**1.3** Cet instrument a pour vocation le financement, sur subventions, de projets opérationnels dans les secteurs jugés prioritaires après concertation entre l’AFD et les ONG.

**1.4** Chaque ONG ne peut - seule ou en groupement - soumettre qu’une seule proposition. Si une ONG participe à plusieurs propositions en tant que chef de file ou partenaire, celles-ci seront éliminées. En cas de groupement d’ONG, les activités et rémunérations de chaque organisation devront apparaître explicitement dans les différentes composantes du projet.

**1.6** L’AFD se réserve la faculté de ne pas donner suite aux appels à propositions.

**Article 2. Mode opératoire**

**2.1** Dans le cadre de la FISONG, l’AFD se propose de contribuer au financement des dépenses nécessaires à la réalisation de projets conçus et définis par les ONG d’une durée moyenne de 3 ans.

**2.2** Le concours de l’AFD ne peut financer plus de 90% maximum du budget total TTC du projet. Sont par ailleurs inéligibles au financement FISONG :

* 1. des dépenses non directement liées au projet,
  2. les prestations effectuées dans le cadre d’une intervention en qualité d’opérateurs dans d’autres projets financés par l’AFD en cours d’instruction ou d’exécution,
  3. des dépenses pour lesquels un financement a initialement été accordé par un autre bailleur,
  4. des nouvelles tranches de financement pour un projet soutenu par une précédente FISONG.

**2.3** En cas de sélection du projet, le financement des opérations fera l’objet d’avances comme suit : 30% d’avance à la signature de la convention de financement, 60% d’avance après la remise d’un rapport d’audit financier et d’un compte-rendu d’exécution sur la première partie de l’opération, et une tranche de 10% à la remise de l’audit final et du rapport d’exécution final.

**1.4** Les ONG prendront en charge tous les frais afférents à la préparation de leurs offres. L’AFD ne sera en aucun cas responsable de ces coûts, ni tenue de les payer.

**Article 3. Présentation des propositions**

La sélection est effectuée sur la base d’une note-projet accompagnée d’un dossier administratif relatif à l’ONG soumettant la demande de cofinancement, remis dans un délai de 3 mois à compter de la publication de l’appel à propositions, soit **une remise du dossier complet au plus tard le 15 mai** **à midi** **à l’AFD Paris**. Si sa proposition est retenue, l’ONG sera ensuite invitée à élaborer un dossier technique et financier en y intégrant d’éventuels éléments issus d’un dialogue avec le Responsable d’équipe projet désigné à l’AFD, et à soumettre les dossiers administratifs pour l’ensemble des partenaires du projet.

**Article 4. Audit, évaluation et capitalisation**

Les ONG bénéficiaires d’une subvention contractualisent avec un cabinet d’audit pour effectuer les vérifications concernant l’utilisation des fonds du projet, dont le choix fera l’objet d’un accord de non objection de l’AFD. Cette prestation est prévue dans le plan de financement et imputée sur les fonds du projet. Il est recommandé que les frais d’audit correspondent à 2% du budget sollicité.

L’ONG doit par ailleurs budgéter une évaluation ex post externe (cf. termes de référence en annexe). La convention de financement précisera alors qu’un ANO de l’AFD devra être sollicité sur les termes de référence. Des actions de capitalisation seront en outre prévues pour tirer les enseignements des différents projets de chaque FISONG.

**Article 5. Monnaie de contrat et monnaies de paiement**

Les ONG établiront obligatoirement leur proposition en euros qui est la monnaie de la convention de financement. Le budget sera établi TTC global et forfaitaire, ferme et non révisable.

**Article 6. Connaissance des lieux et des conditions de l’appel à propositions**

Par le fait même de déposer leurs propositions, les ONG sont réputées :

- avoir pris connaissance des conditions de l’appel à propositions décrites dans les présentes et les accepter ;

- avoir une parfaite connaissance de la nature et de l’envergure des actions à réaliser, des conditions de travail locales ainsi que de toutes les sujétions que ces actions comportent.

**Article 7. Ouverture des propositions et comité de sélection**

L’ouverture puis la sélection des propositions seront effectuées à Paris, au siège de l’Agence française de Développement par une Commission composée au minimum de 3 personnes et présidée par le responsable de la FISONG thématique. Un représentant de Coordination SUD assiste à la Commission d’ouverture des plis et à la Commission de sélection en qualité d’observateur de la régularité de la procédure.

**Article 8. Eclaircissements apportés aux propositions**

Afin de faciliter l’examen, l’évaluation et la comparaison des propositions, la Commission de sélection peut demander aux ONG des éclaircissements relatifs à leur proposition.

**Article 9. Détermination de la conformité des propositions**

La Commission peut éliminer les propositions émanant d’ONG n’ayant manifestement pas la capacité humaine et financière à mettre en œuvre un projet dans le pays concerné.

**Article 10. Evaluation et classement des propositions**

La Commission de sélection des propositions effectuera l’évaluation et la comparaison des propositions qui auront été reconnues conformes aux dispositions prévues. **La notation des propositions** sera établie sur 110 points selon le barème suivant[[1]](#footnote-1):

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Intitulé | Pts | Seront évalués… |
| **Pertinence du projet en termes d’innovation et d’insertion dans le contexte local (20)** | | |
| Caractère innovant | 10 | L’existence d’un état des lieux rapide et l’argumentaire développé sur cette base pour justifier le caractère innovant du projet à la fois au niveau thématique / technique qu’au niveau du pays retenu. |
| Pertinence du projet proposé compte tenu du contexte local | 10 | - réponse à des besoins présents et futurs  - efficacité et efficience dans la réponse à ces besoins  - acceptabilité et cohérence avec le contexte  - durabilité / reproductibilité technique et économique  - durabilité en termes de maîtrise possible par les acteurs locaux |
| **Conduite du processus d’innovation (30)** | | |
| Processus d’innovation | 10 | La présentation de l’étape d’innovation soumise pour financement et son articulation avec ce qui a été fait en amont et ce qui est envisagé en aval. La clarté et la faisabilité du processus |
| Partenariats pour l’innovation | 10 | La diversité des partenariats proposés, la démarche visant à les consolider et à favoriser l’appropriation de l’innovation, en vue de sa diffusion, les dispositifs de coopération entre les partenaires |
| Evaluation et capitalisation | 10 | Qualité des dispositions avancées pour l’évaluation des innovations, la capitalisation et la diffusion des acquis |
| **Intégration locale du projet (20)** | | |
| Valorisation des ressources locales | 10 | Valorisation des savoirs, savoir-faire et compétences locales et nationales pour la mise au point de l’innovation |
| Cohérence / politiques publiques | 10 | La cohérence du processus d’innovation vis-à-vis du contexte institutionnel, des politiques publiques et sa capacité à les inspirer |
| **Moyens mis en œuvre (40)** | | |
| Budget | 10 | L’adéquation entre les objectifs et les moyens, les justifications avancées, l’efficience, la pérennité |
| Capacités de l’ONG | 10 | Capacités à conduire un processus d’innovation et un dialogue sectoriel avec l’AFD ou dispositions prévues pour les acquérir |
| Méthodologie | 10 | La méthodologie générale de mise en œuvre du projet |
| Genre | 10 | Contribution à la réduction des inégalités de droits entre les femmes et les hommes, à l’élimination des discriminations et des violences à l’égard des filles/femmes, ou la justification de l’absence d’impacts négatifs. |

**Article 11. Droit reconnu à l’AFD de rejeter toute proposition**

L’AFD se réserve le droit de rejeter toute proposition, d’annuler la procédure d’appel à propositions aussi longtemps qu’elle n’a pas attribué la ou les subventions, sans encourir pour autant une responsabilité quelconque à l’égard des ONG concernées et sans devoir les informer des raisons pour lesquelles elle a annulé l’appel à propositions ou rejeté leur proposition.

**Article 12. Validation des dossiers techniques et financiers**

Après la sélection du projet par la Commission de sélection, le Responsable d’équipe projet l’instruit dans le cadre d’un dialogue sectoriel. L’ONG reste libre d’intégrer ou non les suggestions et l’AFD libre de ne pas poursuivre l’instruction de la proposition. Les éléments suivants pourront notamment constituer, parmi d’autres, une cause de non-validation de la proposition finale de l’ONG :

* refus de participer à un dialogue sectoriel avec le Responsable d’équipe projet, visant à enrichir la proposition,
* refus de présenter les arguments expliquant la non-intégration d’amendements suggérés par le Responsable d’équipe projet FISONG,
* écart de plus de 10 % entre le budget demandé à l’AFD dans la note projet et celui développé dans le cadre du dossier technique et financier.

**Article 13. Caractère confidentiel**

**13.1**. Aucune information relative à l’examen, aux éclaircissements, à l’évaluation, à la comparaison des propositions et aux recommandations relatives à l’attribution de la ou des subvention(s) ne pourra être divulguée aux ONG ou à toute autre personne étrangère à la procédure d’examen et d’évaluation, après l’ouverture des plis et jusqu’à l’annonce de l’attribution de la ou des subvention(s) à ou aux ONG retenue(s).

**13.2.** Toute tentative effectuée par une ONG pour influencer la Commission au cours de la procédure d’examen, d’évaluation et de comparaison des propositions conduira au rejet de la proposition de cette ONG.

**Article 14. Information sur le processus de sélection et d’octroi**

**14.1.** Les ONG ayant été retenues par la Commission de sélection en seront informées par courrier, ce dernier fixant le délai de préparation du dossier technique et financier complet qui permettra de servir de support pour le dialogue avec le Responsable d’équipe projet, ainsi que les dossiers administratifs pour l’ensemble des partenaires du projet.

**14.2.** Une fois le dossier technique et financier formellement validés par l’ONG et le concours accordé par les instances de décision internes, l’AFD en informera par courrier la ou les ONG.

**Article 15. Signature de la convention de financement**

Le Responsable d’équipe projet enverra à l’ONG bénéficiaire de la subvention un courrier l’informant de l’octroi du concours, puis le projet de convention de financement pour accord avant signature.

iii.Modalités de selection et de validation finale des propositions

Le processus qui conduit à l’accord de financement est effectué en deux temps :

1) sélection sur la base d’une note-projet accompagnée d’un dossier administratif relatif à l’ONG soumettant la demande de cofinancement,

* + - Concernant le(s) principal/principaux partenaires, il conviendra deremplir de manière exhaustive la « fiche de renseignements relative au(x) partenaire(s) du projet », annexée au modèle de note projet.
    - Pour les autres structures (partenaires secondaires, interlocuteurs ponctuels, parties prenantes…), il n’est pas nécessaire de fournir un dossier administratif ou une fiche spécifique. Toutefois, il est important de bien mentionner dans la note-projet les rôles et interventions de ces structures au cours du projet et de les indiquer comme « partenaires locaux » dans la fiche « Données concernant l’ONG » figurant en annexe 1 de l’appel à propositions.

2) validation d’un dossier technique et financier élaboré par chaque ONG dont le projet a été sélectionné.

**3.1 MODALITES DE sélection des propositions**

La sélection est effectuée sur la base d’une note projet et ses annexes accompagnée d’un dossier administratif relatif à l’ONG soumettant la demande de cofinancement, rédigés en français.

Les propositions complètes doivent comprendre :

* une « version papier » avec 1 exemplaire de la note-projet et 1 exemplaire du dossier administratif
* une « version électronique » sur clé USB de la note-projet et ses annexes compilée en un seul document (pour pouvoir être envoyé aux différents membres du comité par voie informatique) ainsi que le dossier administratif complet.

Ces éléments doivent être placés dans deux enveloppes fermées et cachetées. L’enveloppe extérieure portera seulement l’adresse du destinataire (voir ci-dessous). L’enveloppe intérieure portera seulement les mentions : « Réponse à l’appel à propositions AFD FISONG 2020 - EAU & SOCIETE CIVILE – A n’ouvrir qu’en séance de dépouillement ».

Les propositions complètes devront être réceptionnées au plus tard le 15 mai 2020 à midi à l’adresse suivante :

**Agence Française de Développement**

**M. Denis DESILLE**

**DOE/NAT/EAA**

**5, rue Roland Barthes**

**75598 PARIS cedex 12**

**Toute proposition arrivée après la date et l'heure indiquée ci-dessus ou incomplète (voir check list ci-dessous) sera écartée.**

**Liste détaillée des documents à fournir impérativement pour que la proposition soit éligible:**

|  |  |
| --- | --- |
| Eléments à fournir | Vérification |
| **NOTE PROJET** | |
| Document unique de note-projet rédigée scrupuleusement selon le modèle présenté infra, fourni en 1exemplaire papier |  |
| L’ensemble des pages de la note-projet paraphées |  |
| Page de garde de la note-projet signée par une personne habilitée à demander des cofinancements pour l’ONG |  |
| Budget intégré à la note-projet et signé par une personne habilitée à demander des cofinancements pour l’ONG |  |
| Fiche de renseignements relatifs au demandeur complétée et insérée à la note-projet |  |
| Fiche(s) de renseignements relatifs au(x) partenaires du projet complétée(s) et insérée(s) à la note-projet |  |
| **DOSSIER ADMINISTRATIF** | |
| Dossier administratif de l’ONG soumettant la demande de financement, fourni en 1 exemplaire papier |  |
| 1. Copie des statuts certifiés conformes à l’original |  |
| 1. Copie de la déclaration d’enregistrement en préfecture et copie de la publication au Journal Officiel [ou équivalent selon la législation en vigueur dans le pays d’implantation de l’ONG] |  |
| 1. Liste datée des membres du CA, du bureau et des principaux dirigeants et leurs coordonnées, sur laquelle figure la date des dernières élections |  |
| 1. Organigramme daté et signé par le dirigeant ; |  |
| 1. Dernier compte-rendu d’Assemblée Générale ou au minimum l’ordre du jour de la dernière assemblée générale et les principales résolutions, ainsi que toute pièce démontrant les activités engagées et réalisées et la vie associative avérée |  |
| 1. Bilans etComptes d’exploitation des trois derniers exercices (avec les annexes et notes explicatives), validés par l’AG, faisant ressortir l’origine (publique ou privée) des ressources financières. Ces informations devront être ensuite actualisées chaque année. Lors d’une demande l’année suivante, envoyer les documents comptables de l’année précédente : 2. intégralité des documents comptables (pour les ONG ayant moins de 153 000 € de financements publics) 3. intégralité des documents comptables certifiés ou audités (pour les ONG ayant plus de 153 000 € de financements publics |  |
| 1. Budget prévisionnel pour l’exercice en cours et faisant apparaitre la liste des financements publics approuvés par l’organe chargé d’arrêter et d’approuver les comptes de l’ONG (en indiquant si possibles s’ils sont acquis, sollicités ou à solliciter) |  |
| 1. Liste des financeurs privés contribuant à plus de 15% du dernier budget annuel validé de l’ONG et la composition de leur Conseil d’administration. |  |

**3.2 ELABORATION ET VALIDATION FINALE DES PROPOSITIONS**

Dès réception de la notification de sélection de son projet, l’ONG pourra engager le processus de construction de sa proposition finale, selon le modèle de dossier technique et financier fourni par l’AFD. L’ONG est invitée à l’élaborer en y intégrant d’éventuels éléments issus d’un dialogue avec le Responsable d’équipe projet désigné à l’AFD, et à soumettre les dossiers administratifs pour l’ensemble des partenaires du projet.

Les dossiers techniques et financiers seront fournis au plus tard deux mois après la notification de la décision de sélection par la Commission de sélection, en 2 exemplaires datés et signés, soit un original et une copie, marquée comme tels.

L’un des objectifs du dispositif FISONG étant de favoriser un dialogue sectoriel entre les ONG et l’AFD, il est souhaité qu’un tel dialogue ait lieu lors de l’élaboration de chaque proposition finale, de façon à enrichir le projet en vue de sa validation. Pour cela, chaque ONG (ou chef de file d’un groupement d’ONG) prendra contact avec le(s) responsable(s) de la FISONG afin de connaître l’identité du Responsable d’équipe projet désigné à l’AFD comme étant son interlocuteur (ce peut être le responsable thématique de la FISONG ou un autre responsable sectoriel). Elle contactera ensuite ce Responsable d’équipe projet pour envisager une ou plusieurs rencontres pour échanger sur la base du dossier technique et financier.

A l’issue de ce processus, le Responsable d’équipe projet donnera son accord en vue de la validation du dossier technique et financier, s’il considère que la proposition finale reflète le contenu de la note-projet tout en intégrant certains éléments issus du dialogue qu’il aura conduit avec l’ONG. En cas de désaccord entre le Responsable d’équipe projet et l’ONG quant à certaines orientations du projet, l’ONG reste libre de ses choix, à conditions qu’ils soient conformes à la proposition sélectionnée (et en particulier à la note-projet) et que l’ONG ait exposé ses arguments justifiant son refus d’adopter des modifications demandées par le Responsable d’équipe projet.

Une fois les dossiers technique et financier validés par le Responsable d’équipe projet et l’ONG (ONG tête de file en cas de consortium), ils seront soumis aux instances de décision d’octroi.

1. Termes de REFERENCE

**FISONG 2020 - Eau & Société Civile**

**« Renforcer la participation citoyenne**

**dans le secteur de l’eau et de l’assainissement »**

[1. RAPPEL SUR L’INSTRUMENT FISONG 10](#_Toc32229530)

[2. CADRAGE GÉNÉRAL 10](#_Toc32229531)

[2.1. Les enjeux de la participation citoyenne 10](#_Toc32229532)

[2.2. Délimitation de la notion de participation citoyenne 11](#_Toc32229533)

[2.3. L’intervention de l’AFD en appui aux initiatives citoyennes 12](#_Toc32229534)

[2.4. Le rôle des ONG dans la participation citoyenne 13](#_Toc32229535)

[2.5. Les champs de la participation citoyenne dans le domaine de l’eau 13](#_Toc32229536)

[3. ORIENTATIONS DE L’APPEL À PROPOSITIONS 14](#_Toc32229537)

[3.1. Finalité 14](#_Toc32229538)

[3.2. Lignes directrices générales 14](#_Toc32229539)

[3.2.1. Périmètre thématique 14](#_Toc32229540)

[3.2.2. Périmètre géographique 14](#_Toc32229541)

[3.2.3. Durée des projets 14](#_Toc32229542)

[3.2.4. Bénéficiaires 15](#_Toc32229543)

[3.2.5. Approche genre 15](#_Toc32229544)

[3.2.6. Modes d’intervention transversaux 16](#_Toc32229545)

[3.3. Lignes directrices détaillées 17](#_Toc32229546)

[3.3.1. Cadre d’intervention 17](#_Toc32229547)

[3.3.2. cadre juridique et institutionnel du projet 18](#_Toc32229548)

[3.3.3. Cadre de décentralisation 19](#_Toc32229549)

[3.3.4. Nature de la participation citoyenne envisagée par le projet 19](#_Toc32229550)

[3.3.5. Analyse des acteurs 20](#_Toc32229551)

[3.3.6. Analyse préalable des enjeux de pouvoir et des rapports de force, et mesures compensatoires 21](#_Toc32229552)

[3.3.7. Méthodes et outils d’animation envisagés 22](#_Toc32229553)

[3.3.8. Analyse de risques : les obstacles à la participation citoyenne 23](#_Toc32229554)

[3.3.9. Recours au numérique 23](#_Toc32229555)

[3.3.10. Zones de crise et de fragilité 23](#_Toc32229556)

[3.3.11. Implication de la jeunesse 24](#_Toc32229557)

[3.3.12. Analyse des conditions de pérennisation et de changement d’échelle de la démarche innovante proposée 24](#_Toc32229558)

[3.4. Évaluation et capitalisation sous l’angle de l’innovation 24](#_Toc32229559)

[3.4.1. Démarche d’innovation 24](#_Toc32229560)

[3.4.2. Suivi et évaluation du projet, y compris du processus participatif 24](#_Toc32229561)

[3.4.3. Évaluation par les pairs 25](#_Toc32229562)

[3.4.4. Capitalisation 25](#_Toc32229563)

[4. QUALIFICATION ET EXPERIENCE DES ONG 25](#_Toc32229564)

[5. CADRAGE BUDGETAIRE 26](#_Toc32229565)

[6. CALENDRIER PREVISIONNEL 27](#_Toc32229567)

[7. ANNEXES 28](#_Toc32229568)

[7.1. Annexe 1. Les défis à relever et les actions à mener pour assurer une participation citoyenne effective 28](#_Toc32229569)

[7.2. Annexe 2. Bibliographie indicative 30](#_Toc32229570)

# RAPPEL SUR L’INSTRUMENT FISONG

Créée en 2007, la FISONG permet le développement de partenariats entre des ONG françaises ou internationales et l’AFD, autour du cofinancement de projets innovants sur les différents secteurs qui touchent au développement. **Le critère d’innovation constitue la spécificité du financement FISONG** et à ce titre la FISONG se distingue des autres lignes de financements proposés par l’AFD aux ONG pour le cofinancement de leurs initiatives ou la prestation de services. Ainsi, ce mode de financement restreint le panel des projets susceptibles d’être financés à ceux qui proposent l’exploration de nouvelles manières de faire.

Par « innovation », l’AFD entend la recherche de nouveaux modes d’intervention apportant une réelle plus-value dans les procédés techniques, méthodologiques, organisationnels et/ou de partenariats mis en œuvre, susceptibles de créer de nouvelles dynamiques et de jouer un rôle moteur dans un secteur précis du développement.

Ces processus novateurs peuvent correspondre **soit à l’expérimentation d’un changement d’échelle, à partir d’innovations localisées préexistantes, soit au repérage, à la conception et/ou la mise au point d’innovations à petite échelle, susceptibles d’alimenter une réflexion sur des politiques sectorielles, voire de les influencer**. Peuvent être considérées comme :

* **Innovations conceptuelles :** la création de techniques, de formes d’organisations, de dispositifs d’action, etc.
* **Innovations contextuelles :** la greffe d’éléments déjà connus dans un nouveau contexte. Dans ce cas, le contexte de mise en œuvre devra être à la fois radicalement nouveau et présent dans d’autres situations, pour que l’opération novatrice soit porteuse d’enseignements utiles pour d’autres terrains.

La FISONG a pour objet de :

* valoriser et encourager les capacités d’innovation et de capitalisation des ONG ;
* créer des synergies entre l’AFD et les ONG pour améliorer la coordination des politiques publiques avec les initiatives de la coopération non gouvernementale ;
* renforcer le partenariat avec les ONG comme vecteurs d’aide adaptés à des situations d’absence ou de défaillance des maîtrises d’ouvrages publiques.

Depuis 2008, 32 appels à propositions ont été lancés, 85 projets retenus pour un financement total d’environ 55,8 millions d’euros (650 000 euros en moyenne par projet).

Pour en savoir plus sur l’outil FISONG : <https://www.afd.fr/fr/les-financements-des-projets-des-ong>

# CADRAGE GÉNÉRAL DE L’APPEL À PROPOSITIONS FISONG 2020 EAU ET SOCIETE CIVILE

## Les enjeux de la participation citoyenne[[2]](#footnote-2)

Si le cadre des Objectifs du développement durable (ODD) vient rehausser les ambitions des acteurs du développement en matière de services d’eau potable et d’assainissement, d’importants efforts seront à mettre en œuvre d’ici 2030 pour atteindre l’universalité d’accès et l’amélioration de la qualité des services. Un des principaux freins à la concrétisation de l’accès universel semble résider dans le manque de volonté politique pour apporter des réponses à des enjeux géographiques (quartiers populaires, sites ruraux isolés) ou thématiques (comme l’assainissement ou le financement par le tarif). En outre, une fois le service offert au plus grand nombre, le maintien de sa qualité dépend des systèmes de régulation (parmi lesquels figurent les dispositifs de suivi technique et financier), mais aussi des mécanismes de redevabilité et de démocratie participative (les élections locales par exemple). Sans système de rétroaction (transmission d’information du terrain vers le niveau décisionnel) contribuant à corriger les dérives des maîtres d’ouvrages ou des opérateurs (comme le report du renouvellement du patrimoine ou de la maintenance préven­tive), la qualité du service pourrait se dégrader.

La participation citoyenne apparaît comme une entrée pertinente pour combler ces manques et déverrouiller les blocages, notamment dans des contextes de défiance à l’égard du politique. Elle peut d’ailleurs être mobilisée en résonance avec d’autres notions émergentes ou réémergentes, telles que les nouvelles formes de gouver­nance (notamment celles issues de l’économie sociale et solidaire), les approches par les communs (Leyronas et Bambridge, 2018) ou par les droits (Huyghebaert et Alpha, 2011).

## Délimitation de la notion de participation citoyenne[[3]](#footnote-3)

La participation citoyenne fait référence aux processus d’implication des populations dans toutes leurs composantes dans les projets et les politiques publiques.

Plus précisément, dans le cadre de cette FISONG, la notion de participation citoyenne est à appréhender dans le sens qui désigne un processus d’engagement d’individus, qu’ils soient considérés en tant usagers ou usagères, citoyens ou citoyennes, agissant seuls ou au sein d’une organisation, en vue d’influer sur une décision portant sur des choix significatifs qui toucheront leur communauté.

La participation contribue à changer les rapports de pouvoir. La participation citoyenne a pour objectif de dynamiser la vie démocratique à l’échelle d’une communauté (qu’elle soit locale ou nationale) en renforçant la participation à l’élaboration des politiques publiques et des prises de décision collectives, de toutes les personnes, y compris les populations exclues et/ou discriminées en raison de leur genre, origine ethnique, orientation sexuelle, handicap, âge, etc. La participation citoyenne peut s’exprimer à tous les niveaux : international, national, régional, départemental, arrondissement/préfectures, commune, usagers et usagères.

La participation citoyenne sert différentes modalités de mise en pratique de l’idéal démocratique et du principe d’égalité entre citoyen-ne-s, en insistant sur l’impératif que les « gens d’en bas »[[4]](#footnote-4) puissent peser sur les décisions les concernant au travers de processus de concertation, de délibération et/ou de contrôle collectif.

A noter cependant que ce concept de participation tient partiellement son succès du flou qui l’entoure. Il fait l’objet de nombreux débats et constitue tout autant un sujet d’expérimentations que de recherche. Les pratiques développées en matière de participation sont en évolution constante et prennent des formes multiples. Les objectifs, les périmètres, les degrés d’implication (depuis l’information jusqu’à la négociation) ou encore les vecteurs de participation (jurys citoyens, conseils de quartiers, associations de parents d’élèves, mobilisation de jeunes femmes et de jeunes hommes…) sont autant d’éléments de diversification d’un seul et même concept. La participation peut se réaliser dans un cadre institutionnalisé ou non, être organisée à l’initiative des membres de la société civile (recours collectifs, manifestation, comités de citoyens …) ou des décideurs (référendum, commission parlementaire, médiation …). Ceci explique qu’il n’existe à ce jour aucune définition de la participation faisant consensus.

Il convient par ailleurs de préciser que la participation citoyenne bénéficie de fondements juridiques. C’est un droit humain, reconnu par plusieurs législations notamment la Déclaration universelle des droits de l’homme, à travers son article 21 (a). La participation citoyenne est également l’un des principes des droits humains à l’eau potable et à l’assainissement, adoptés par les Nations Unies en juillet 2010.

Notons également que la participation citoyenne est intégrée dans l’Objectif de Développement Durable 6 (ODD6), qui comprend une cible de moyen 6b : « Appuyer et renforcer la participation de la population locale à l’amélioration de la gestion de l’eau et de l’assainissement ».

## L’intervention de l’AFD en appui aux initiatives citoyennes

**On observe dans la plupart des pays une exigence croissante des populations pour une démocratie plus inclusive et participative et une redevabilité accrue.** Cette volonté de gouvernance renouvelée, « par le bas », s’exprime notamment dans le cadre de mutations ou de transitions politiques importantes, en Afrique ou au Moyen-Orient. Il existe une prise de conscience (i) que la délivrance de services publics ne suffit pas seule et automatiquement à renforcer la légitimité des Etats ; (ii) qu’un dialogue permanent, plus durable et constructif doit être engagé entre les autorités publiques et les citoyen-ne-s et (iii) que les opérations de développement peuvent encourager l’inclusion et la participation citoyenne à travers une série de modalités opératoires, certaines connues et pratiquées au niveau sectoriel depuis longtemps, d’autres plus innovantes et qui gagneraient à être valorisées.

Des efforts sont fournis dans de nombreux pays pour répondre à cette « demande d’évolution des modes de gouvernance » et **repenser** **un fonctionnement de l’action publique trop souvent ancré dans une logique descendante, centralisée, et méfiante vis-à-vis des corps intermédiaires et de la société civile**. Les espaces de concertation et de dialogue inclusifs et de qualité restent malgré tout trop rares dans certaines géographies. La plupart des pays les moins avancés (PMA), et plus particulièrement les pays pauvres prioritaires (PPP), ont initié des réformes importantes mais inabouties de leurs systèmes de régulation existants, souvent fondés sur les relations interpersonnelles ou le respect de traditions non écrites, et confisqués par un jeu d’intérêts étroits au niveau des élites (qui sont par ailleurs extrêmement majoritairement masculines, les femmes étant de fait bien souvent exclues des réformes initiées). Ces déficits de gouvernance touchent de nombreux pays marqués par un contrat social fracturé, de fortes inégalités, une défiance des populations vis-à-vis des autorités publiques.

Dans ce contexte, l’AFD est questionnée dans sa capacité à la fois à développer la dimension participative des projets qu’elle finance et à promouvoir une citoyenneté active dans ses zones d’intervention. A l’instar d’autres partenaires techniques et financiers du développement (la Banque mondiale, le DFID…), l’AFD a initié **plusieurs réflexions stratégiques, récentes ou en cours** (**sur** **les communs, le numérique**, **les vulnérabilités, etc.), qui mettent en lumière et renouvellent le regard porté sur les enjeux liés à l’inclusion et à la participation citoyenne, en y intégrant une dimension genre.**

**L’AFD dispose de plusieurs expériences de financement où les bénéficiaires sont activement impliqués dans l’élaboration des projets et leur mise en œuvre**, et où des « corps intermédiaires » sont créés ou mobilisés, comme par exemple les comités de quartiers, les comités de gestion de l’eau, les associations de parents d’élèves, les syndicats professionnels ou encore les organisations de jeunes ou de femmes. L’AFD **souhaite renforcer et élargir ce type d’approche. Pour ce faire, plusieurs FISONG ont mis la participation citoyenne au cœur des approches à mettre en œuvre. On retiendra en particulier :**

* La FISONG 2016 « Accompagnement social et économique de la restructuration des quartiers précaires » visait à mobiliser les « méthodes de concertation et de mobilisation sociale, méthodes innovantes de travail avec les populations locales » ;
* La FISONG 2017 « participation citoyenne » dont l’objectif est « d’appuyer des pratiques innovantes permettant de contribuer à un renouveau démocratique en faveur des populations les plus vulnérables ».

## Le rôle des ONG dans la participation citoyenne

Les ONG et la société civile locale (groupes de citoyens et citoyennes, organisations d’usager-e-s aux échelles les plus locales, associations de consommateurs et consommatrices, organisations de plaidoyer nationales, ONG locales et internationales, collectifs d’organisations voire collectifs de collectifs, etc.) ont de nombreuses expériences d’actions de terrain ainsi que de dialogues avec les autorités publiques sur les sujets de l’eau et de l’assainissement. Elles ont régulièrement un rôle d’intermédiation sociale en élaborant des diagnostics sociaux et territoriaux, en organisant des cadres de concertation avec les populations, en appuyant la gestion communautaire, en menant des actions de plaidoyer, en assurant un rôle de représentation. De par les mécanismes de dialogue développés avec les populations, les ONG sont en capacité de faciliter l’appui à ou l’émergence d’initiatives et de participations citoyennes. L’AFD souhaite renforcer les connaissances sur la participation citoyenne en mobilisant la capacité d’innovation des ONG sur des terrains nouveaux.

## Les champs de la participation citoyenne dans le domaine de l’eau

La participation citoyenne peut être mobilisée dans un objectif utilitariste, pour contribuer à mettre en œuvre des projets ou des politiques de meilleure qualité, qui sont appropriés car précisément adaptés à une demande locale.

Une participation citoyenne à des fins utilitaristes peut se décliner selon deux principales approches :

* L’approche « politiques publiques » (échelle nationale le plus souvent) avec la contribution i) à la définition des politiques publiques et de leur opérationnalisation ; ii) au suivi (opérationnel, financier, résultats) de ces politiques ;
* L’approche « suivi des services » (échelle régionale ou locale le plus souvent) avec les citoyens et citoyennes qui sont partie prenante des dispositifs de veille, d’alerte, de suivi des performances, de système d’informations.

La participation citoyenne, comme forme de contre-pouvoir, peut aider à réguler les jeux de pouvoir et les compétitions entre individus et groupes. Cette posture de la participation citoyenne renvoie au Contrôle Citoyen de l’Action Publique, qui est défini comme suit par la Coalition Eau : « toute action de la part des citoyens ou des organisations de la société civile (OSC) qui vise à contrôler l’action publique ou à obliger l’État à rendre comptes aux citoyens ».

Le suivi citoyen des Politiques Publiquesconsiste ainsi, pour les citoyens et citoyennes, à vérifier l’effectivité de l’existence, de la mise en œuvre ou du respect de la régularité et de la conformité des normes techniques ou administratives, des politiques dans un contexte précis. Un bon suivi débouche sur une évaluation, un contrôle qui visent à comparer les résultats de la politique aux moyens qu’elle met en œuvre. Ces résultats peuvent être d’ordre juridique, administratif ou financier.

Au final, la participation citoyenne au service du contrôle et de la régulation :

* consiste en des actions mises en place par les citoyens et citoyennes pour s’assurer du respect des engagements politiques à tous les niveaux (national, local…), pour constituer des garde-fous à l’action publique ;
* s’appuie sur la mise en place d’outils appropriés (de veille citoyenne, de contrôle de l’action publique…) ;
* est un processus citoyen de suivi et de vérification des engagements, d’interpellation des autorités ;
* est un DROIT, qui s’inscrit dans un cadre structuré, légal. Les citoyens et citoyennes ont un droit de regard sur la mise en œuvre des politiques et sur le respect des engagements pris par les États, qui sont redevables auprès de leurs administrés (étant entendu que ce sont les citoyen-ne-s qui élisent leurs gouvernant-e-s).

# ORIENTATIONS DE L’APPEL À PROPOSITIONS

## Finalité

La finalité de la FISONG eau et société civile est d’appuyer des pratiques innovantes visant l’amélioration de la participation citoyenne dans le domaine des services d’eau potable et d’assainissement. À travers cette FISONG, l’AFD recherche les articulations possibles entre ses interventions et les actions des ONG, que ce soit avant, pendant ou après l’exécution des projets de plus grande envergure qu’elle finance. Il s’agira donc de tirer des leçons des approches proposées par les ONG pour les actions ultérieures de l’AFD dans les projets d’accès à l’eau et à l’assainissement qu’elle finance, voire d’étudier la possibilité de faciliter un changement d’échelle des approches portées par les ONG.

## Lignes directrices générales

### Périmètre thématique

Les propositions présentées par les ONG devront concerner :

* La participation citoyenne (intégrant l’ensemble des groupes sociaux, y compris ceux qui sont habituellement exclus et/ou discriminés) en lien avec les services d’eau potable et d’assainissement, en milieu urbain et/ou rural (la participation citoyenne appliquée à la GIRE n’est pas ciblée par cet appel à projets),
* Visant la co-construction et/ou la mise en œuvre des politiques publiques, locales ou nationales, pour l’accès aux services d’eau et d’assainissement,
* Et/ou le contrôle citoyen de la mise en œuvre de ces politiques (régulation, usage et transparence des ressources publiques, veille au respect des engagements des différentes parties…)

### Périmètre géographique

En cohérence avec la priorité « africaine » de l’AFD, les projets devront être situés en Afrique Subsaharienne.

### Durée des projets

La durée moyenne d’un projet FISONG est classiquement de trois ans. Dans le cadre du présent appel à projets, la durée des projets pourra atteindre 5 ans et une évaluation à mi-parcours sera alors requise. Cette évaluation devra être intégrée au plan de financement et au pilotage du projet.

### Bénéficiaires

Les bénéficiaires directs seront :

* les populations des quartiers et collectivités ciblés par le projet, en particulier les populations habituellement exclues et/ou discriminées ;
* les associations locales représentatives de la société civile, dans toutes ses composantes (incluant les associations ou groupes de femmes, de jeunes, etc.) ; mais aussi
* les collectivités locales, leurs services, les représentants et représentantes de l’administration locale (quartiers) ainsi que les autorités concernées au niveau central (ministères en charge de l’eau et/ou de l’assainissement, régulateur, etc.),
* les entités en charge de la gestion des services d’eau et d’assainissement (sociétés publiques ou privées, exploitants des services, d’envergure nationale ou locale) ;
* les institutions de recherche appliquée au Sud, mais aussi potentiellement au Nord.

Une approche partenariale est fortement recommandée, combinant notamment et à titre d’exemple ONG du Nord, ONG du Sud, centre de recherche, bureau d’études, éventuellement acteurs de la coopération décentralisée. Des partenariats avec des associations défendant les droits des personnes habituellement exclues et/ou discriminées sont également fortement conseillés.

L’ONG devra développer un plan d’action avec une approche coordonnée avec les autres projets en cours dans le secteur.

### Approche genre

La *Boîte à outils genre Eau et assainissement* publiée par l’AFD en 2015 liste les principaux enjeux d’une intégration d’une perspective de genre dans les projets liés à l’eau et l’assainissement :

* Les femmes sont surreprésentées parmi les populations pauvres ayant des difficultés à avoir accès à l’eau et à l’assainissement.
* Les femmes sont généralement responsables de l’approvisionnement en eau au sein du ménage et y consacrent une part importante de leur temps et de leur énergie.
* Les femmes sont plus affectées que les hommes par le manque d’installations sanitaires publiques et à domicile.
* Du fait des inégalités de genre existantes, les femmes participent souvent de façon limitée ou sont exclues des processus de prises de décision concernant les projets d’eau et d’assainissement à tous les niveaux (ménages, communautés locales, politiques sectorielles).
* Les besoins et les usages des femmes en termes d’accès à l’eau et à l’assainissement diffèrent de ceux des hommes. Du fait de l’écart de participation aux processus de décision, cette différence est rarement prise en compte.
* Les politiques sectorielles de l’eau et de l’assainissement sont souvent considérées comme étant socialement neutres. Or elles ont des effets différents sur les hommes et les femmes du fait des choix techniques et économiques qui les sous-tendent.
* Les femmes sont plus affectées que les hommes par les impacts négatifs liés à la réalisation des infrastructures d’eau et d’assainissement (p.ex. déplacement de populations) et sont moins bien compensées pour ces impacts.
* Ne pas tenir compte des besoins et intérêts des différentes catégories d’usagers peut être à l’origine d’infrastructures inadaptées/non utilisées/non pérennes. »

Pour répondre à ces enjeux, les ONG adopteront une démarche spécifique visant à réduire les inégalités de genre :

* Les propositions devront détailler la façon dont les rapports de genre influencent la méthodologie des activités à mettre en œuvre ;
* La méthodologie proposée devra être basée sur une analyse a priori des rapports de genre et des structures sociales et hiérarchies locales existantes ;
* les ONG citeront les sources d’information utilisées pour préparer leur proposition.
* Cette analyse devra servir à pré-identifier différents groupes stratégiques et /ou d’intérêts. Les éléments suivants devront être pré-identifiés :
  + différents groupes socio-économiques ou groupes d’intérêts par rapport à l’objet du projet ;
  + contraintes pesant sur la participation des hommes et des femmes, ainsi que des autres groupes socio-économiques stratégiques.

Ce point sera évalué et perçu comme une réelle valeur ajoutée dans la sélection des projets soutenus.

Les ONG sont encouragées à consulter et utiliser la « Boite à outil genre Eau assainissement » développée pour l’AFD en 2015 et accessible à l’adresse : <http://www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/Genre/EAA_BAT_Internet.pdf> .

Par ailleurs, en collaboration avec l’AFD, le F3E a mis en place un dispositif d’accompagnement des ONG pour renforcer la prise en compte du genre dans leur projet. Ce dispositif sera activé pour la présente FISONG avec :

* Une formation-sensibilisation collective des ONG qui auront été retenues à l’intégration d’une perspective de genre dans leurs projets. Ce temps collectif pourra être élargi à des OSC travaillant sur les mêmes domaines et lieux d’intervention que les OSC sélectionnées ;
* Un échange individuel avec chaque ONG retenue, afin d’élaborer un plan d’action concret ;
* Si le calendrier le permet, un accompagnement au démarrage des activités pour les ONG qui auront été retenues.

### Modes d’intervention transversaux

Les ONG devront respecter les principes d’action suivants :

* Concertation, pour veiller à l’appropriation par les populations, dans leur diversité ;
* Contribution à créer et/ou faire vivre un espace public local ;
* Contribution à des politiques publiques inclusives ;
* Renforcement des acteurs, accompagnement des autorités locales.

Les ONG devront mettre en œuvre des méthodes d’interventions innovantes de diagnostic, concertation / participation / co-construction et mobilisation sociale, dialogue entre savoirs expérientiels et savoirs scientifiques, dans un contexte d’incertitudes (notamment climatique), pouvant nourrir les politiques et pratiques d’action collective.

Les ONG doivent démontrer la pérennité à moyen et long termes des approches proposées. Cela pourra être traité notamment par des actions de sensibilisation et mobilisation des différentes catégories de populations, des activités de renforcement de capacités, une clarification des rôles et responsabilités des parties prenantes, etc. Les stratégies d’institutionnalisation des acteurs, pratiques et autres créations soutenues par les projets devront être explicitées ex-ante.

Le potentiel de réplication et/ou passage à l’échelle devra être clairement explicité (cf. 3.3.14).

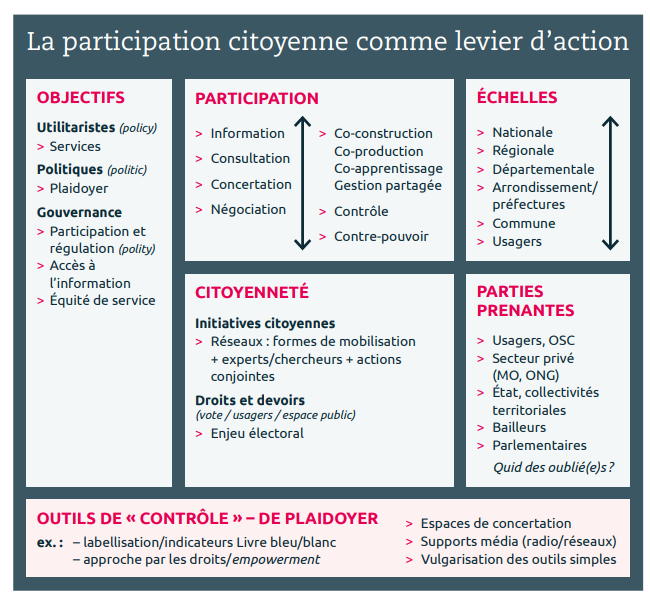
Les projets doivent être conçus sur la base de diagnostics initiaux (issus de la connaissance antérieure du contexte et à compléter en début de projet). Ces diagnostics doivent être, autant que possible : territoriaux, participatifs, incluant une analyse des rapports de genre, incluant une analyse de la vulnérabilité socio-économique, etc. La méthodologie sera documentée de telle sorte qu’elle puisse être éventuellement réitérée ultérieurement par un tiers. Les deux résultats principaux attendus du diagnostic sont de : 1) hiérarchiser les enjeux et les degrés d’incertitude qui influencent l’action collective ainsi que 2) définir des groupes cibles pour des activités de mobilisation sociale. Le diagnostic permet également d’établir l’état de référence et les indicateurs (désagrégés par genre, le cas échéant) qui serviront au suivi et à l’évaluation des résultats du projet.

## Lignes directrices détaillées

La FISONG est une occasion pour l’AFD et les ONG de réfléchir à de nouveaux modes d’intervention pour appuyer les participations citoyennes permettant d’améliorer l’accès aux services d’eau et d’assainissement. Les instructions qui suivent sont pour partie extraites de *La « participation citoyenne » : enseignements et recommandations opérationnelles pour l’AFD*, juillet 2017, Julie Conversy (IRAM), Cécile Patat (IRAM).

### Cadre d’intervention

Il est attendu que les projets soient présentés de manière à renseigner les différentes rubriques de la matrice ci-après.



Source : GRET

Les porteurs et porteuses de projets sont donc invités à clairement préciser, notamment :

* Les objectifs, en termes de citoyenneté, ciblés par le projet ;
* Les types de participation envisagés ;
* La ou les échelle(s) d’intervention du projet ;
* Les différentes parties prenantes du projet, en veillant à inclure les femmes et populations exclues et/ou discriminées.

### cadre juridique et institutionnel du projet

**La proposition de projet devra clarifier le cadre juridique dans lequel s’insère le projet et la capacité de ce cadre à favoriser la participation citoyenne.** Un cadre juridique et normatif national favorable aux organisations de la société civile et à leurs regroupements constitue un fondement de la démocratie participative qui favorisera les impacts recherchés. A contrario, un environnement moins favorable pourra être un motif d’intervention pour soutenir le déploiement effectif des organisations de la société civile.

**Le projet proposé devra par ailleurs préciser dans quelle mesure le contexte du projet institutionnalise la participation.** Certains pays intègrent la participation dans leur fonctionnement même. À titre d’exemple, dans de nombreux pays africains, les Plans de Développement Communaux sont réalisés selon une approche participative qui permet aux différents acteurs du territoire de se prononcer sur leurs besoins. S’ils aboutissent souvent à une liste de demandes mal identifiées, ces processus peuvent aussi potentiellement laisser s’épanouir une vision plus globale du territoire communal et un débat politique sur l’équilibre des demandes locales et la cohérence territoriale des choix d’investissements. Ces espaces de dialogue ont le mérite d’élargir le débat au-delà des seuls élus, afin d’assurer une meilleure prise en considération des problématiques de l’ensemble du territoire, mais avec le risque de faire entrer dans le jeu des notables ayant perdu les élections et de fragiliser la légitimité émergente de la commune. En outre, ces dispositifs entérinent le plus souvent des rapports de pouvoir existants, ne permettant de fait pas aux femmes et aux autres groupes habituellement marginalisés de prendre part au débat.

### Cadre de décentralisation

**Le soumissionnaire devra clarifier le cadre de décentralisation dans lequel s’inscrit le projet, le cas échéant.** La décentralisation est devenue une option d’organisation politique et administrative du territoire largement répandue, qui permet un dialogue de proximité. La proposition de projet indiquera donc dans quelle mesure et selon quelles modalités l’intervention s’articulera avec les dispositifs de décentralisation à l’œuvre.

### Nature de la participation citoyenne envisagée par le projet

**La proposition de projet précisera le gradient de participation citoyenne envisagée. S’agit-il d’une participation ascendante ou descendante (ou les deux).**

On entend ici par « **participation de type descendante** », une option proposée par les pouvoirs qui ouvrent des espaces de dialogue et d’information dans une logique de l’offre (par les autorités). Cette forme de participation présente la limite de recréer de la représentation : certaines personnes parlent au nom des autres, elles sont reconnues de par leur capacité à participer, qui ne fonde pourtant pas leur légitimité. De fait, ce type de représentation risque de faire perdurer, voire de renforcer, les rapports de pouvoir existants, notamment en termes de genre. Ce sont notamment les modalités qui s’expriment le plus souvent au niveau local, lorsque les collectivités territoriales sont à l’initiative de propositions d’espaces de discussion avec les citoyens (journées portes ouvertes, budget participatifs, processus d’élaboration des PDC-Plans de développement Communaux…).

L’autre configuration est celle de la « **participation de type ascendante** », fondée sur la demande (exprimée par les citoyens et citoyennes). Cela s’apparente davantage à une conquête de pouvoir par des acteurs qui habituellement n’en ont pas[[5]](#footnote-5). Il s’agit ici de prendre pour point de départ la « demande en démocratie ». Souvent peu organisée, elle s’exprime souvent le mieux et avec le plus de force dans les colères des citoyens et citoyennes devant ce qu’ils considèrent comme des échecs de la démocratie. Lorsque cette exaspération est assortie d’une volonté d’action commune, on peut considérer qu’il y a une véritable demande, qui peut se construire comme un mouvement affranchi et autonome. Deux limites majeures peuvent toutefois entraver ces dynamiques : le potentiel risque de captation par les responsables de l’organisation communautaire, d’abord, et la difficulté à passer du constat aux solutions, en articulant l’action avec les moyens existants ensuite. Les questions d’organisation, d’élaboration d’une vision commune déclinable en actions fédératrice, de durabilité, se posent alors pleinement. Ici encore, si une attention n’est pas portée à la question du genre, il y a un risque de voir se renforcer des rapports de pouvoir défavorables aux femmes et/ou aux populations habituellement discriminées.

La proposition de projet devra également préciser la **nature du ou des modes de participation envisagés**. En particulier, le projet privilégiera-t-il l’information, la consultation, la concertation ou la codécision ? Ces notions peuvent recouvrir des gradients ou nuances différentes comme le suggère le schéma du 3.3.1.

Dans tous les cas, il conviendra de préciser par quels biais les femmes, et autres groupes habituellement marginalisés, seront informées et consultées, sollicitées en vue de concertation et de codécision, et dans quelle mesure les propositions émanant d’elles seront prises en considération.

|  |  |
| --- | --- |
| **Information** | L’information consiste à porter à la connaissance de tous des données et des décisions relatives à un projet ou à une action publique, à travers différents moyens ou supports : articles de presse, site internet, lettres ou brochures, réunions publiques, expositions...  L’information doit être complète, claire et compréhensible par tous. Elle doit être sincère et objective vis-à-vis du public informé. C’est une étape primordiale et préalable à toute démarche participative. |
| **Consultation** | La consultation est un processus par lequel les décideurs demandent l’avis de la population afin de connaître son opinion, ses attentes et ses besoins, à n’importe quel stade de l’avancement d’un projet. Celle-ci n’a cependant aucune certitude que ses remarques ou contributions soient prises en compte dans la décision finale.  La consultation se traduit le plus souvent par l’organisation de réunions publiques, d’enquêtes sociologiques, d’enquêtes d’utilité publique… Elle ne donne pas forcément lieu à un dialogue, à des échanges ouverts entre parties prenantes. |
| **Concertation** | La concertation est un processus de discussion collective, organisé entre un ou plusieurs groupes de personnes pour définir les actions à mener. L’autorité, qui veut prendre une décision, la présente aux personnes concernées et engage un dialogue avec elles. L’autorité reste libre de sa décision. La concertation peut être engagée très en amont de la décision, dès les études préalables. |
| **Codécision** | L’autorité et les citoyens prennent des décisions conjointes. Cette échelle renvoie aux mécanismes de démocratie directe.  La codécision prend forme de deux manières : (i) La coproduction ou le partenariat : c’est l’élaboration conjointe d’un projet (les citoyens participent à la réalisation du projet avec les techniciens et élaborent ensemble des solutions), et (ii) la délégation : l’autorité publique délègue une partie de son pouvoir aux citoyens et accepte de s’engager dans des décisions prises par ces derniers.[[6]](#footnote-6) |

Source : Coalition Eau

### Analyse des acteurs

**Chaque proposition de projet fournira une analyse détaillée des acteurs et actrices.** La question de l’identification des acteurs et des groupes d’acteurs qui doivent ou peuvent-être impliqués dans les processus participatifs est une question primordiale de la participation : quels sont les acteurs ou familles d’acteurs impliqués dans la démarche? À quel titre sont-ils impliqués dans ces démarches et dans quel but ?

Les parties prenantes peuvent se lire comme un triangle, et l’action sur la participation citoyenne peut s’attacher à chacun des pôles suivants[[7]](#footnote-7) :

* les pouvoirs publics au sens large, depuis les autorités locales jusqu’aux instances internationales, en passant par les ministères de tutelle, les parlements ou les bailleurs de fonds. A noter que le secteur privé peut être associé aux pouvoirs publics qui y ont éventuellement recours pour mettre en œuvre leur mandat de service public ;
* la société civile composée de groupes de citoyens et/ ou citoyennes, couvrant les organisations d’usagers-usagères aux échelles les plus locales, associations de consommateurs et consommatrices, organisations de plaidoyer nationales, ONG locales et internationales, collectifs d’organisations voire collectifs de collectifs…
* les citoyens et citoyennes engagés ou pas, agissant ou pas, entendus ou pas, au final influençant ou pas les deux autres pôles. Certaines populations sont oubliées, au masculin comme au féminin, elles ne sont pas entendues, n’influent pas : permettre leur participation, voire leur empowerment (« montée en position de responsabilité »), demande un effort et une attention particulière. La notion de « citoyen » trouve là ses limites, sauf à en élargir le sens pour y inclure tous ceux et celles qui, sur un territoire donné, devraient pouvoir contribuer à organiser la vie en société.

### Analyse préalable des enjeux de pouvoir et des rapports de force, et mesures compensatoires

**Chaque proposition de projet fournira une analyse des enjeux de pouvoir et des rapports de force qui sont anticipés.** Les conflits sont inhérents à tout mécanisme participatif, dans la mesure où les acteurs dont les référentiels, les positions sociales et les moyens d’action sont différents doivent coopérer pour construire une action collective et résoudre des problèmes. Les espaces de dialogue et les situations de groupe inhérentes à la participation ne sont pas, a priori un lieu d’expression libre et démocratique mais celui du contrôle social par excellence, de l’autocensure, de la mise en scène ou de l’affirmation du pouvoir et du leadership[[8]](#footnote-8). Ils sont généralement soumis à un grand nombre de normes et leur déroulement est socialement très contrôlé. Par ailleurs, ils peuvent être considérés dans certains cas comme des espaces de pouvoir : leur instauration se fait dans des contextes de corruption, de clientélisme politique, de cooptation ou de patriarcat[[9]](#footnote-9). Ainsi, ce sont prioritairement les populations les mieux intégrées socialement et les mieux formées intellectuellement qui font exister ce genre de dispositif, y investissent leur énergie et y exercent leurs compétences. Les groupes les plus démunis en revanche en sont largement absents ou n’y figurent qu’à titre de présence la plupart du temps silencieuse.

C’est la notion de « pluri-acteurs » entendu comme processus de collaboration entre des acteurs de nature différente autour d’objectifs partagés en vue de produire un changement qui permet le mieux de comprendre ces enjeux. S’ouvrir à d’autres acteurs est une force, cependant l’ouverture de la dynamique collective n’est pas évidente pour tous les acteurs, en raison de la peur de se faire engloutir, d’habitudes et de rythme de travail, de différences en termes de compétences, de besoins, etc.

En complément, **le projet précisera quelles mesures compenseront les inégalités de position entre acteurs** qui auront été précédemment identifiées**.** Un des grands défis de la participation réside dans la capacité à savoir compenser ces inévitables inégalités de position et rapports de domination entre acteurs, en limitant à certaines phases du processus les biais liés à la hiérarchie, qu’elle soit explicite ou non, les différences de statuts ou de compétences qui peuvent induire censure, limitation de la parole ou captation de processus participatifs par des groupes défendant leur propre intérêt. La non prise en compte de ces inégalités de position entre acteurs peut-être porteuse d’un risque fort d’accaparement du processus et des ressources du projet par certains acteurs habitués au discours des projets, générant des hiérarchies entre acteurs qui le plus souvent se surajoutent aux inégalité existantes de départ[[10]](#footnote-10).

Cela suppose une connaissance fine de la problématique traitée, ainsi qu’une connaissance approfondie et sans a priori des pouvoirs, des rapports de force et de leurs différentes formes, c’est-à-dire du jeu des acteurs autour des enjeux concernés : il convient d’analyser quelles sont les relations que les uns entretiennent avec les autres, et les écarts possibles de position sociale, il s’agit de comprendre « qui a le pouvoir de décision », « qui fait quoi » dans la problématique traitée, avec quelles compétences et avec quels moyens (analyse du système d’acteurs).

Enfin, **le projet fournira une présentation des tiers absents déjà identifiés, le cas échéant.** Ce qui précède implique également que les projets s’interrogent de façon systématique sur l’existence ou non d’effets d’exclusion et de « tiers-absents » (ou « acteurs cachés ») dans les processus participatifs qu’ils cherchent à impulser. Tous les acteurs ne sont en effet pas prêts ou ne souhaitent pas être impliqués dans ces processus. Il s’agit alors d’interroger les enjeux liés à cette absence et de faire évoluer progressivement le processus par la prise en compte de ces intérêts spécifiques.

### Méthodes et outils d’animation envisagés

**Détailler la ou les méthodes d’animation envisagées**

L’animation est une fonction à part entière qui appelle une posture de neutralité vis-à-vis de la problématique traitée. Elle vise à mettre les différents participants et participantes sur un pied d’égalité concernant leur contribution au débat. L’animation ne donne pas seulement la possibilité aux participants de s’exprimer, elle doit aussi s’assurer que tous les participants s’expriment effectivement au cours du processus, en prenant en compte les freins cités ci-dessus. Enfin, elle vise la construction d’un consensus entre les participants. Elle ne doit donc pas se donner une obligation de résultats (degré du consensus produit à la suite des interactions), qui ne peuvent être prévisibles[[11]](#footnote-11).

**Préciser les outils d’animation qui seront privilégiés**

Il existe un large panel d’outils et de méthodes de démocratie participative expérimentés, étudiés et capitalisés dans certains pays (Amérique Latine, Etats-Unis, France, etc.) et pouvant être mobilisés pour animer des processus participatifs. Les caractéristiques de ces outils et méthodes varient en fonction de l’échelle de participation concernée (consultation, concertation, codécision…), de l’objectif et des résultats attendus du processus participatif engagé (organisation des échanges, visée politique…), de la temporalité (état, des lieux, diagnostic des enjeux, prospective/planification, etc.) ou encore du public visé (grand public, panel de citoyens, etc.).

### Analyse de risques : les obstacles à la participation citoyenne

Les obstacles à la participation citoyenne sont nombreux[[12]](#footnote-12). On citera notamment du côté des institutions :

* Le manque de volonté politique ;
* Un cadre institutionnel insuffisant ;
* L’absence ou le dysfonctionnement des cadres de dialogue ;
* Le manque de clarté sur les processus de participation et la difficulté à caractériser les impacts ;
* Le manque de diffusion de l’information ;
* La non-prise en compte des recommandations de la société civile dans la mise en œuvre des stratégies et politiques du secteur (manque d’intérêt, manque de confiance…) ;
* La non-pérennisation des démarches participatives engagées ;
* Le coût élevé des démarches participatives et l’insuffisance de soutien aux acteurs de la société civile ;
* L’absence de données fiables et complètes sur les personnes et entités à associer ;

Du côté des citoyens, les obstacles suivants sont régulièrement constatés :

* Manque d’information, de connaissance et d’expertise de la société civile dans toutes ses composantes ;
* Manque de participation effective et de qualité de la société civile dans les espaces de discussion ;
* Manque de structuration de la société civile ;
* Manque de concertation entre acteurs de la société civile pour pouvoir parler d’une voix unie ;
* Manque de moyens humains et financiers de la société civile pour mener des actions ;
* Non-représentativité des acteurs présents dans les espaces de concertation et faible dynamique associative.

La proposition de projet qualifiera et analysera ces différents obstacles potentiels (qui sont détaillés en annexe du présent appel à propositions) dans le contexte spécifique de l’intervention. Des mesures de prise en comptes de ces obstacles, qui constituent autant de risques pour le bon déroulement du projet, seront également proposées.

### Recours au numérique

Le projet pourra exploiter le potentiel des nouvelles technologies en gardant à l’esprit les risques attachés à leur utilisation : les nouvelles technologies représentent sans aucun doute des outils innovants pour favoriser l’émergence de dispositifs de gouvernance plus transparents et inclusifs ; à même - dans un espace ou pour un objet donné - d’améliorer l’articulation des différentes demandes sociales, leur prise en compte et leur traduction concrète dans l’action publique et collective. Cependant leur utilisation n’est pas exempte de risque et les points de vigilance identifiés dans l’utilisation des autres outils en présentiel d’animation de processus participatifs s’appliquent là-aussi, notamment sur l’utilisation différenciée des outils numériques en fonction du genre, de l’âge et/ou du handicap des personnes concernées.

### Zones de crise et de fragilité

Le projet pourra cibler de manière exclusive ou complémentaire, des zones soumises à des crises, qu’elles soient occasionnelles ou récurrentes.

### Implication de la jeunesse

Avec 200 millions d’habitants âgés de 15 à 24 ans, le continent africain abrite la population la plus jeune au monde. Selon le rapport [Perspectives économiques en Afrique](http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/), ce chiffre devrait doubler d’ici à 2045. Cette part de la population a de fait toute légitimité pour être intégrée dans les initiatives de participation citoyenne. À ce titre, le projet pourra cibler de manière exclusive ou complémentaire, les jeunes femmes et jeunes hommes des pays ciblés. Il conviendra de définir comment les jeunes femmes et jeunes hommes, qui font face à des réalités sociales différentes, peuvent être également sollicité-e-s.

### Analyse des conditions de pérennisation et de changement d’échelle de la démarche innovante proposée

Le projet devra décrire les mesures programmées qui permettront d’une part la pérennité - après la fin du projet - des dynamiques enclenchées, d’autre part le passage à l’échelle – le cas échéant – du projet. L’ONG soumissionnaire fournira :

* Une analyse des possibles passages à l’échelle ;
* Une description des acteurs relais pour la pérennisation / le passage à l’échelle de l’action ;
* Le changement de positionnement requis de la part de l’ONG (par exemple passer du rôle d’opérateur au rôle d’accompagnateur) ;
* Une analyse du chemin critique pour la pérennisation / l’atteinte du passage à l’échelle ;
* Une description des relais de financements locaux pour la pérennisation / l’atteinte du passage à l’échelle.

## Évaluation et capitalisation sous l’angle de l’innovation

### Démarche d’innovation

Les ONG devront expliciter les hypothèses innovantes qu’elles cherchent à tester. Elles proposeront la manière dont elles entendent :

* identifier les principales questions de recherche ;
* préciser les indicateurs à utiliser pour répondre aux questions, ainsi que les sources d’informations correspondantes ;
* établir les étapes du raisonnement qui permettront de répondre aux questions (critères d’appréciation).

### Suivi et évaluation du projet, y compris du processus participatif

Les ONG proposeront un dispositif de suivi-évaluation des activités qu’elles entendent mettre en œuvre. Elles définiront des indicateurs de résultats attendus et la façon dont ils seront mesurés et discutés entre les parties prenantes. Il est attendu que le suivi et évaluation du processus participatif du projet soit un élément central du suivi du projet. Seront encouragés les dispositifs adaptatifs permettant de saisir ce qui est réellement en jeu en cours d’intervention et où se fait le plus sentir la nécessité d’aménagements et de réorientations. Cela suppose de véritablement donner la parole aux acteurs concernés, et ce sur un mode aussi flexible et peu normatif que possible. Ce suivi-évaluation de processus pourra déboucher sur des remises en cause profondes de certaines activités du projet. De telles remises en causes sont entièrement envisageables dans le cadre de la présente FISONG.

### Évaluation par les pairs

En matière d’évaluation, la présente FISONG souhaite tester des modalités innovantes. Il est prévu une évaluation par les pairs. Cela signifie que chaque ONG conduira l’évaluation d’un autre projet de la FISONG. La méthodologie sera encadrée par le dispositif transversal de capitalisation de la FISONG. Il est demandé aux ONG de prévoir et budgéter du temps d’expertise pour cette évaluation ainsi qu’une mission d’un expert dans un autre pays (estimation de 10 jours au total, au bureau et en déplacement) pour aller conduire une évaluation sur un autre projet faisant partie de la FISONG.

### Capitalisation

La capitalisation est un objectif important des projets innovants financés par la FISONG. Chaque ONG devra mettre en place un dispositif de capitalisation intégré au projet.

La capitalisation « projet » portée par les ONG devra être co-construite avec les bénéficiaires (acteurs locaux, bailleur, porteurs de projets, etc.). Les dispositifs devront également rendre compte spécifiquement de l’approche visant à réduire les inégalités de genre avec des indicateurs désagrégés par genre. L’ONG devra quantifier l’étendue et les signes de durabilité (ou irréversibilité) des impacts sur les populations, notamment en termes de changement de comportements.

Ce dispositif « projet » devra s’articuler avec un dispositif transversal fourni par ailleurs par la FISONG. Ce dispositif transversal de capitalisation devrait être porté et animé par un prestataire recruté sur appel d’offres par l’AFD. L’objectif principal est de capitaliser sur les expériences financées afin de faire bénéficier des apprentissages à l’ensemble des acteurs concernés par les enjeux traités (en premier les acteurs des pays bénéficiaires des projets, mais aussi les ONG et les bailleurs), pour porter les innovations mises en œuvre au-delà de l’échelle des projets. Les attentes principales associées à ce dispositif transversal sont les suivantes :

* contribuer à la finalisation des documents des projets sélectionnés et structurer la méthode de capitalisation ;
* identifier, stimuler et évaluer les innovations portées par les projets sur la base de rapportages réguliers fournis par les ONG ;
* recadrer, pendant l’exécution et le cas échéant, certains axes de recherche portés par un projet ;
* apprécier la qualité et les impacts liés à chacun des projets financés ;
* formuler et diffuser des enseignements sur la FISONG 2020 eau et société civile selon des axes de capitalisation à préciser ;
* mettre en perspective et enrichir les enseignements issus de la FISONG 2020 eau et société civile en échangeant avec d’autres projets hors du cadre de cette FISONG.

# QUALIFICATION ET EXPERIENCE DES ONG

Toute ONG, quelle que soit sa nationalité, est éligible à la FISONG. Une ONG souhaitant soumettre un projet pourra s’appuyer sur des partenaires des pays d’intervention. Les partenariats (groupements ou consortium) sont encouragés, notamment entre ONG et avec des institutions du domaine de la recherche. Cela facilitera en particulier la capitalisation sous l’angle de l’innovation et les possibilités de passage ultérieur à une plus grande échelle.

Il est demandé aux ONG de justifier d’une présence de trois années minimum d’intervention dans le pays du projet afin d’assurer leur connaissance du contexte local, notamment sur les plans politique, institutionnel et socio-politique. La compréhension du contexte local doit permettre aux ONG de comprendre et s’insérer dans les jeux d’acteurs.

Les ONG doivent avoir une grande expérience en intermédiation sociale dans les projets en milieu urbain ou rural, et plus particulièrement sur les thématiques de l’eau et l’assainissement.

Les ONG doivent démontrer une expérience dans la conception et mise en œuvre de démarche spécifique visant à réduire les inégalités de genre.

Le dispositif FISONG est destiné à des ONG dotées des capacités et outils nécessaires à la conduite de processus d’innovation et de concertation avec les responsables sectoriels de l’AFD (problématisation, conception, expérimentation, évaluation, capitalisation, diffusion, passage à l’échelle…) dans des domaines de compétences spécialisés.

Les ONG mobiliseront des équipes adaptées aux méthodologies qu’elles proposent. Ces équipes seront placées sous la responsabilité de responsables de mission installés localement.

# CADRAGE BUDGETAIRE

Cette FISONG est dotée d’un montant de 2,5 millions d’euros, répartis – à titre indicatif à ce stade – comme suit :

* 2,2 millions d’euros pour financer des projets de terrain ;
* 0,3 million d’euros pour financer le dispositif transversal de capitalisation qui sera assuré par un prestataire recruté sur appel d’offres ;

Cette FISONG vise à financer 4 à 5 projets en apportant une contribution minimum pour un projet de 300 k€.

Pour un projet donné, la contribution financière de la FISONG :

* ne pourra excéder **90% du coût total du projet** ;
* couvrira exclusivement les coûts de mise en place et d’animation des actions de participation citoyenne.

Pour un projet donné, le ou les co-financements au dispositif FISONG pourront cibler, au choix, des activités de participation citoyenne ou des composantes investissements (infrastructures) programmées ou déjà en exécution.

Le plan de financement soumis par l’ONG devra intégrer :

* un montant forfaitaire de 10 000 euros pour prendre en charge les déplacements et frais de vie liés aux activités transverses (évaluation par les pairs, ateliers de formation, etc.) dont le contenu détaillée sera défini tout au long de l’avancement de la FISONG ;
* une ligne « divers et imprévus » d’un montant de 5% du coût des activités du projet financées par la FISONG ;
* un montant forfaitaire minimum de 2% du montant total du projet pour la réalisation d’audits externes. Ce montant sera mobilisé directement par l’ONG qui contractualisera avec un cabinet d’audit externe pour assurer la vérification des dépenses effectuées.

# CALENDRIER PREVISIONNEL

Le calendrier prévisionnel indicatif pour cette FISONG est le suivant :

|  |  |
| --- | --- |
| **calendrier FISONG 2020** | |
| 13 Février 2020 | Publication appel à propositions |
| 5 Mars 2020 | date limite de réception des questions relatives à l’appel à propositions |
| 19 Mars 2020 | publication sur le site de l’AFD des réponses aux questions des ONG |
| 15 Mai 2020 | réception des offres – ouverture des plis |
| Juin 2020 | pré-sélection – avis ambassadeurs |
| Septembre 2020 | sélection |
| Septembre 2020 | annonce des résultats aux ONG |
| Octobre 2020 | Formation genre pour les ONG sélectionnées |
| Octobre 2020 | appui genre pour la rédaction des projets |
| Novembre 2020 | réception des dossiers - instruction |
| Janvier 2021 | Signature des conventions |
| 1er trimestre 2021 | Démarrage des projets |

# ANNEXES

## Annexe 1. Les défis à relever et les actions à mener pour assurer une participation citoyenne effective

Source : Coalition Eau

|  |  |
| --- | --- |
| **Défis à relever** | **Actions à mener** |
| **Du côté des décideurs** | |
| Contexte peu propice à la participation : Manque de volonté politique, cadre institutionnel insuffisant ou défavorable, faiblesse du système démocratique, fragmentation institutionnelle | Convaincre les décideurs des bénéfices de la participation citoyenne, y compris en termes économiques  Inscrire autant que possible les processus participatifs dans le cadre juridique et politique existant ; les formaliser tout en gardant une certaine flexibilité  Clarifier les rôles et les responsabilités de chacun, renforcer la coordination entre les acteurs ;  Adapter toute démarche participative en fonction de son contexte et des jeux d’acteurs en présence. |
| Absence ou non-fonctionnalité des espaces de dialogue | Mettre en place des espaces de dialogue fonctionnels, pérennes, se réunissant de manière régulière et bénéficiant de moyens suffisants (humains, financiers, techniques, temps) pour leur fonctionnement. Veiller à la rationalisation des espaces de dialogue afin d’éviter leur multiplication et/ou leur superposition. |
| Manque de clarté sur le processus de participation et difficultés à caractériser ses impacts | Bien définir en amont les objectifs du processus, les objectifs de la participation des acteurs de la société civile, ainsi que l’usage qui sera fait de leurs apports (transparence). Le rôle de chacune des parties prenantes doit aussi être clairement défini. |
| Manque de diffusion de l’information | Vulgariser et diffuser largement l’information, par les canaux les plus appropriés |
| Non prise en compte des recommandations de la société civile dans la mise en œuvre des stratégies et politiques du secteur (manque d’intérêt, manque de confiance…) | Mettre en place un système de suivi-évaluation de la prise en compte de ces recommandations, qui soit inclusif et rigoureux |
| Non pérennisation des démarches participatives engagées | Mettre en place des mécanismes permanents de consultation des acteurs de la société civile qui soient fonctionnels et dotés de moyens suffisants |
| Coût élevé des démarches participatives et insuffisance de soutien aux acteurs de la société civile | Plaider pour l’allocation de budgets spécifiques auprès des Etats, des autorités ciblées et des partenaires techniques et financiers |
| Absence de données fiables et complètes sur les personnes et entités à associer (pas de données désagrégées, de cartographies des acteurs) | Utiliser des données désagrégées et réaliser des cartographies des acteurs ; s’assurer de la juste représentation de toutes les parties prenantes concernées. |
| Contexte fragile ou de crise (défaillance des structures de participation, enjeu d’accès immédiat à l’eau et à l’assainissement, enjeu de légitimité et de représentation des acteurs, risque d’imposer un modèle inadapté au contexte et aux traditions locales…) | Analyser le contexte et les stratégies des populations  Coordonner les acteurs de l’urgence, les institutions de gestion des services et les comités existants  S’appuyer sur des structures locales et consulter les leaders communautaires, renouer du lien social  Prévoir dans le deuxième temps de l’urgence (phase de réhabilitation) une participation accrue des populations dans les projets (focus group, enquêtes terrain, diagnostic participatif…) |
| Manque de crédibilité des autorités et manque de confiance des citoyens envers ces dernières | Améliorer cette confiance par la mise en place d’une politique plus juste, par le renforcement du sens des responsabilités et par une communication transparente et efficace. |
| **Du côté des citoyens et des organisations de la société civile** | |
| Manque d’information, de connaissance et d’expertise des citoyens et de la société civile | Mener des campagnes de sensibilisation et de mobilisation sociale (y compris sur la veille citoyenne et le contrôle citoyen) ; vulgariser et diffuser l’information ; renforcer les capacités techniques des acteurs représentatifs des citoyens/usagers et des organisations de la société civile, tant en termes de connaissances que d’expertise  ; s’appuyer sur les savoirs locaux |
| Pas assez de participation effective et de qualité dans les espaces de discussion | Renforcer les capacités techniques et institutionnelles; appuyer la préparation et la participation aux espaces de dialogue |
| Manque de structuration des citoyens et de la société civile | Renforcer les capacités institutionnelles des acteurs représentatifs des citoyens/usagers et de la société civile en termes d’organisation, de gestion de projet, de gouvernance |
| Pas de concertation entre acteurs pour pouvoir parler d’une voix unie | Créer du consensus entre groupes au travers du dialogue ; renforcer la structuration des acteurs représentatifs des citoyens/usagers et de la société civile ; améliorer la concertation entre ces acteurs dans le cadre de la préparation et de la participation aux espaces de dialogue notamment via les réseaux de la société civile du secteur Eau et Assainissement |
| Manque de moyens humains et financiers pour mener des actions | Soutenir, auprès des Etats et des partenaires techniques et financiers, la mise à disposition de moyens financiers et humains adéquats, tout en veillant à une indépendance économique |
| Non représentativité des acteurs de la société civile présents dans les espaces de concertation, captation d’outils participatifs par des groupes défendant leur propre intérêt (et non l’intérêt général), faible dynamique associative (déconnexion avec la base), manque d’inclusion de groupes « marginalisés », autocensure de représentants | Analyser les rapports d’inégalités et de domination et les jeux d’acteurs ; réfléchir systématiquement la représentativité en fonction des contextes et des populations ;  S’assurer de la juste représentation de toutes les parties prenantes concernées dans les espaces de dialogue, et notamment de ceux qui sont habituellement les moins entendus ; s’assurer de la légitimité des acteurs présents (qui représentent-ils ? sont-ils communément acceptés ? sont-ils bien articulés avec une base associative large ? quid de la société civile « informelle » ?) ; trouver l’équilibre entre une représentation complète et un nombre adapté, gérable, de participants |
| Force de la société civile très dépendante du cadre  fixé par l’autorité publique | Plaider pour inscrire les processus participatifs dans le cadre juridique et politique existant ; favoriser la reconnaissance par les pouvoirs publics des atouts de la participation citoyenne. |
| Instrumentalisation des processus participatifs par les pouvoirs publics | Renforcer la capacité d’analyse des jeux d’acteurs ; veiller à l’indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics ; mobiliser de nouvelles formes de participation plus spontanées en dehors des cadres institutionnalisés. |

## Annexe 2. Bibliographie indicative

Maryse Bresson, « la participation : un concept constamment réinventé, analyse sociologique des enjeux de son usage et de ses variations », 2014

F. Enten, M. Le Corre, M. Leménager, La participation citoyenne, un levier pour des services plus étendus, plus fonctionnels et plus justes ?, Journée d’échanges ContrEauverses, éditions du GRET, février 2018

La participation citoyenne, levier pour de meilleurs services publics ?, Question de développement, AFD, juillet 2019

Julie Conversy (IRAM), Cécile Patat (IRAM), La « participation citoyenne » : enseignements et recommandations opérationnelles pour l’AFD, Juillet 2017

P. Chiron, F. David, Représentation des usagers et dialogue multi-acteurs pour le suivi des services d’eau potable au Sénégal, éditions du GRET, juin 2019

Un indice pour mesurer l’influence des usagers de l’eau et de l’assainissement, notice et résultats, Burkina Faso, IRC 2018 ; <https://www.ircwash.org/sites/default/files/reach_-_wash_empowerment_index_-_burkina_policy_briefv7.pdf>

Manuel pour la réalisation des droits humains à l’eau et à l’assainissement de la Rapporteuse spéciale de l’ONU, Catarina de Albuquerque, 2014 ; <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Water/Handbook/Book7_Principles_fr.pdf> et <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Water/Handbook/Book2_Frameworks_fr.pdf>

Stakeholder engagement for inclusive water governance, OCDE 2015

S'engager pour l'eau potable : de l'indignation à la régulation civique, Cécile Tindon, 2018 ; <http://www.theses.fr/2018STRAB002>

Capitalisation sur le projet SENSE, Gret ; <https://www.gret.org/wp-content/uploads/Cahier-projet_Projet-Sense-Senegal.pdf>

Capitalisations sur le développement local et la concertation, ID ; <http://www.id-ong.org//index.php?option=com_zoo&task=callelement&format=raw&item_id=3439&element=63a21c8a-fb69-4dfc-859c-aa4a2a687ab5&method=download&Itemid=69>

et <http://www.id-ong.org/activites/developpement-local/developpement-local>

La participation citoyenne dans le secteur de l’eau et de l’assainissement, Note d’expertise des ONG – Septembre 2019, Coalition Eau

1. Modèle de note projet

**Facilité d’innovation sectorielle – ONG**

**Appel à propositions**

**Thème :**

**Nombre d’exemplaires papiers à fournir en complément d’une version sur clé USB : 1 exemplaire de la note-projet et 1 exemplaire du dossier administratif**

**Nom du demandeur :**

**Signature par une personne habilitée à solliciter des cofinancements pour l’ONG :**

**Liste détaillée des documents à fournir impérativement pour que la proposition soit éligible :**

|  |  |
| --- | --- |
| Eléments à fournir | Vérification |
| **NOTE PROJET** | |
| Document unique de note-projet rédigée scrupuleusement selon le [modèle ci-joint](#NoteProjet), fourni en 1 exemplaire papier |  |
| L’ensemble des pages de la note-projet paraphées |  |
| Page de garde de la note-projet signée par une personne habilitée à demander des cofinancements pour l’ONG |  |
| Budget intégré à la note-projet et signé par une personne habilitée à demander des cofinancements pour l’ONG |  |
| Fiche de renseignements relatifs au demandeur complétée et insérée à la note-projet |  |
| Fiche(s) de renseignements relatifs au(x) partenaires du projet complétée(s) et insérée(s) à la note-projet |  |
| **DOSSIER ADMINISTRATIF** | |
| Dossier administratif de l’ONG soumettant la demande de financement, fourni en 1 exemplaire papier |  |
| 1. Copie des statuts certifiés conformes à l’original |  |
| 1. Copie de la déclaration d’enregistrement en préfecture et copie de la publication au Journal Officiel [ou équivalent selon la législation en vigueur dans le pays d’implantation de l’ONG] |  |
| 1. Liste datée des membres du CA, du bureau et des principaux dirigeants et leurs coordonnées, sur laquelle figure la date des dernières élections |  |
| 1. Organigramme daté et signé par le dirigeant ; |  |
| 1. Dernier compte-rendu d’Assemblée Générale ou au minimum l’ordre du jour de la dernière assemblée générale et les principales résolutions, ainsi que toute pièce démontrant les activités engagées et réalisées et la vie associative avérée |  |
| 1. Bilans etComptes d’exploitation des trois derniers exercices (avec les annexes et notes explicatives), validés par l’AG, faisant ressortir l’origine (publique ou privée) des ressources financières. Ces informations devront être ensuite actualisées chaque année. Lors d’une demande l’année suivante, envoyer les documents comptables de l’année précédente : 2. intégralité des documents comptables (pour les ONG ayant moins de 153 000 € de financements publics) 3. intégralité des documents comptables certifiés ou audités (pour les ONG ayant plus de 153 000 € de financements publics |  |
| 1. Budget prévisionnel pour l’exercice en cours et faisant apparaitre la liste des financements publics approuvés par l’organe chargé d’arrêter et d’approuver les comptes de l’ONG (en indiquant si possibles s’ils sont acquis, sollicités ou à solliciter) |  |
| 1. Liste des financeurs privés contribuant à plus de 15% du dernier budget annuel validé de l’ONG et la composition de leur Conseil d’administration. |  |

**1. Données concernant l’ONG et le projet**

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre de l’appel à propositions** |  |
| Demandeur |  |
| Acronyme |  |
| Nationalité |  |
| Statut juridique |  |
| Adresse |  |
| N° de téléphone |  |
| Numéro de fax |  |
| Adresse électronique de l’organisation |  |
| Site internet de l’organisation |  |
| Contact –projet |  |
| Adresse électronique contact-projet |  |
| Titre du projet |  |
| Partenaires locaux |  |
| Lieux (pays, région(s), ville(s)) |  |
| Coût total de l’action |  |
| Contribution demandée à l’AFD |  |
| Contribution autres partenaires éventuels |  |
| Durée de l’action |  |

**2. Note de présentation du projet**

**2.1 Brève description du projet proposé (1 page)**

1. **L’innovation** : quelle innovation est au cœur du projet ?
2. **Géographie et contexte** de mise en œuvre du projet
3. **Objectif général** du projet
4. **Partenaires** et bénéficiaires
5. **Résultats** attendus – **impact** du projet
6. Principaux éléments du **budget** proposé

**2.2 Cadrage de la démarche d’innovation (2 pages)**

1. **A quels besoins / problématique l’innovation entend répondre ?**

On précisera en quoi l’innovation proposée répond à des besoins présents et futurs

1. **Etat des lieux de l’existant dans le domaine et justification du caractère innovant**

On établira un rapide état des lieux de l’existant, dans le champ d’innovation que le projet entend explorer et, sur cette base, on justifiera le caractère innovant de la proposition

1. **Présentation d’éléments d’évaluation ex-ante de l’innovation**

On précisera en quoi l’innovation est une réponse pertinente aux besoins mentionnés, puis en quoi c’est une réponse que l’on peut penser efficace, efficiente, acceptable et maîtrisable à termes par les parties concernées, cohérente avec le contexte social, économique, environnemental et culturel. On mentionnera ses impacts possibles.

1. **Description du processus d’innovation et positionnement du projet**

On situera le projet dans un processus d’innovation pouvant comporter des étapes telles que la problématisation (définition précise du problème auquel on entend apporter une réponse innovante) ; la conception ou l’identification d’innovations ; la mise en réseau d’acteurs, compétences et organisations qui porteront l’innovation ; l’expérimentation à petite échelle ; l’évaluation et la validation de l’innovation ; la capitalisation et la diffusion de l’innovation ; l’expérimentation d’un passage à l’échelle… On précisera quelle(s) étape(s) du processus d’innovation est(sont) concernée(s) par le projet, ce qui a été fait en amont et ce qui est envisagé en aval du projet FISONG.

1. **Présentation des partenariats envisagés autour de l’innovation**

On présentera à la fois les partenaires engagés dans le processus d’innovation et le projet (bénéficiaires directs, organisations de base, entreprises, ONG, recherche, partenaires publics…) et la façon dont on entend consolider ces partenariats (rôle de chacun, instances de dialogue, élargissements envisagés, etc…)

1. **Propositions relatives à l’évaluation et à la capitalisation**

On présentera ce qui est envisagé pour évaluer de façon précise les résultats des expérimentations envisagées, puis ce qui est envisagé en termes de capitalisation et de diffusion (comment, à destination de qui ?)

1. **Lien avec les politiques publiques**

On présentera en quoi le projet pourrait alimenter une réflexion sur les politiques publiques en place, voire les inspirer et ce qui a éventuellement été prévu pour cela.

**2.3 Le projet : pertinence, objectifs, dispositif, méthodologie, interventions, risques, prise en compte du genre (3 pages)**

1. **Description de la pertinence de la proposition au regard de la situation locale.**

On répondra notamment à la question : en quoi est-il pertinent de conduire ce processus d’innovation à cet endroit, avec ces acteurs locaux ?

1. **Résultats attendus localement, impacts possibles**

On présentera les résultats attendus pour les bénéficiaires directs, ainsi que les impacts potentiels pour la zone d’intervention

1. **Schéma organisationnel**

On répondra notamment aux questions : avec qui le projet sera-t-il mis en œuvre ? Qui sont les partenaires du projet ? Quelles instances et mécanismes seront mis en place pour le pilotage du projet et la gestion des relations avec les partenaires ?

1. **Mode opératoire du projet**

On décrira la méthodologie générale envisagée ainsi que les modes opératoires relatifs à des actions particulièrement déterminantes pour le succès du projet

1. **Description des principales interventions**

Le projet sera décliné en interventions à envisager simultanément ou dans l’ordre dans lequel elles seront présentées.

1. **Coûts de mise en œuvre**

Elaborer un budget TTC d’une page faisant clairement apparaître chaque composante du projet et les différents financements. Les dépenses les plus conséquentes pourront être l’objet d’explications succinctes. L’ONG pourra utiliser le modèle de plan de financement mis à disposition pour le cofinancement des initiatives ONG :

1. **Risques probables et moyens prévus pour y faire face**

On exposera les risques contextuels à envisager, ainsi que les risques spécifiquement liés au caractère innovant du projet, puis les mesures envisagées pour y faire face.

1. **Genre**

Préciser en quoi l’innovation peut avoir des effets positifs sur le genre (contribuer à la réduction des inégalités de droits entre les femmes et les hommes, à l’élimination des discriminations et des violences à l’égard des filles/femmes, à une justice sociale favorable à l’égalité femmes-hommes) et comment ils garantissent l’absence de possibles effets négatifs.

**2.4 Capacité de mise en œuvre du projet, expertise (1 page)**

1. **Capacité de mise en œuvre du projet (organisation et partenaires)**
2. **Expertise mobilisée**
3. **Capacité de l’ONG à conduire un processus d’innovation**

Outre ses capacités, l’ONG évoquera l’expérience dont elle dispose en la matière et les outils dont elle dispose (par exemple en termes de capitalisation et de diffusion). Les ONG qui ne disposeraient pas de telles capacités expliqueront ce qu’elles envisagent de faire pour les acquérir.

1. **Capacités à conduire un dialogue sectoriel avec l’AFD**

L’ONG présentera les compétences sectorielles dont elle dispose et qu’elle compte mobiliser pour un dialogue étroit avec les responsables sectoriels de l’AFD, en particulier au siège de l’AFD

**3.** **Fiches de renseignements**

* + **Fiche de renseignements relative au demandeur**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom complet de l’organisme :** |  |
| **Acronyme :** |  |
| **Adresse postale :**  (à laquelle toutes les correspondances concernant ce projet devront être envoyées) |  |
| **Lieu d'implantation du siège social** : (si différent de l'adresse postale) |  |
| **Téléphone :** |  |
| **Fax :** |  |
| **Adresse électronique :** |  |
| **Site internet :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Objet de l’association :** |  |
| **Zone(s) d’intervention :** |  |
| **Secteur(s) d’intervention :** |  |
| **Existence d’un document stratégique validé en AG[[13]](#footnote-13):** |  |
| **Principaux financements et partenariats noués entre l’ONG et l’AFD au cours des 3 dernières années.** (préciser l’objet, le montant du financement et le service de l’AFD concerné) |  |
| **Principaux financements et partenariats noués entre l’ONG et le Ministère des Affaires Etrangères français au cours des 3 dernières années.** (préciser l’objet, le montant du financement et le service du MAE concerné) |  |
| **Appartenance à des collectifs, réseaux, plates-formes :** |  |
| **Principales publications de l’ONG :** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Personne(s) de contact pour ce projet** | **Nom** | **Téléphone** | **Adresse électronique** |
| Référent technique : |  |  |  |
| Référent financier : |  |  |  |
| Référent administratif : |  |  |  |
| **Nom et prénom du directeur exécutif :** |  | | |
| **Nom, prénom et qualité de la personne responsable du présent dossier de demande de cofinancement[[14]](#footnote-14) :** |  | | |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Date de création :** | |  | | | |
| **Statut Juridique :** | |  | | | |
| **Les références de la déclaration à la Préfecture :** | | | | | |
| N° |  | Date |  | Département |  |
| **La date de publication au Journal officiel :** | |  | | | |
| **Le cas échéant, la date de reconnaissance d'utilité publique :** | |  | | | |
| **Le cas échéant, la date d'agrément par un ministère, lequel** **:** | |  | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom et prénom du président :** |  |
| **Nom et prénom du secrétaire général :** |  |
| **Nom et prénom du trésorier :** |  |
| **Nombre de membres composant le Conseil d’Administration[[15]](#footnote-15) :** |  |
| **Compte-t-on parmi ses membres un agent de l’Agence Française de Développement ? :**  si oui, indiquez son nom et sa fonction |  |
| **Compte-t-on parmi ses membres une personne politiquement exposée[[16]](#footnote-16) ? :**  si oui, indiquez son nom et sa fonction |  |
| **Date de l’Assemblée générale au cours de laquelle ont été élus les membres du CA et du bureau actuels :** |  |
| **Date d’échéance des mandats de ces membres :** |  |
| **Date prévisionnelle de la prochaine assemblée générale :** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **20..** | **20..** | **20..** |
| **Nombre de membres** |  |  |  |
| **Nombre de cotisants** |  |  |  |
| **Montant des cotisations** |  |  |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Effectifs au siège de l’ONG :** | Total (ETP[[17]](#footnote-17)) | Temps plein | Temps partiel |
| Salarié (s) |  |  |  |
| Bénévole(s) |  |  |  |
| Total |  |  |  |
| **Effectifs à l’étranger :** | Total (ETP) | Temps plein | Temps partiel |
| Salarié (s) expatrié(s) |  |  |  |
| Salarié (s) local(aux) |  |  |  |
| Volontaire(s) |  |  |  |
| Bénévole(s) |  |  |  |
| Total |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rubriques budgétaires par pôle de dépenses** | **Montants totaux des fonds alloués au cours des trois dernières années** | | | | | | | | | |
| **Année 20..** | **%** | **Année 20..** | **%** | **Année 20..** | | **%** | **Total** | | **%** |
| **Fonctionnement de l'association** | | | | | | | | | | |
| Frais de personnel (salariés siège et terrain [expatriés et locaux]) |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Charges locatives |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Frais financiers, impôts et taxes |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Frais de communication et de collecte de fonds |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Sous-total |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| **Interventions[[18]](#footnote-18)** | | | | | | | | | | |
| Actions de solidarité internationale |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Sensibilisation/éducation au développement |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Aide alimentaire |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Aide d'urgence |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Envoi de volontaires (pour les ONG d’envoi de volontaires) |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Action en faveur des réfugiés |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Missions |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Autres |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Sous-total |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| **TOTAL** |  |  |  |  |  |  | |  |  | |

**Montant des ressources financières globales des trois dernières années**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Chiffre d’affaires de l’ONG** | **Dont fonds publics[[19]](#footnote-19)** | | **% du CA total** | **Dont fonds privés** | | **% du CA total** |
| **20..** |  | **Montant total :** |  |  | **Montant total :** |  |  |
| Dont AFD : |  |  | Dont contributeur(s) à plus de 15% du budget total de l’ONG **[[20]](#footnote-20)**: |  |  |
| Dont autres ministères centraux : |  |  |
| **20..** |  | **Montant total :** |  |  | **Montant total :** |  |  |
| Dont AFD : |  |  | Dont contributeur(s) à plus de 15% du budget total de l’ONG : |  |  |
| Dont autres ministères centraux : |  |  |
| **20..** |  | **Montant total :** |  |  | **Montant total :** |  |  |
| Dont AFD : |  |  | Dont contributeur(s) à plus de 15% du budget total de l’ONG : |  |  |
| Dont autres ministères centraux : |  |  |

* + **Fiche de renseignements relative au(x) partenaire(s) du projet**

**L’ONG soumettant la demande de financement FISONG confirme que l’ensemble des partenaires impliqués dans cette proposition ont été consultés et ont donné leur accord pour leur participation.**

Préciser le nombre total de partenaires impliqués dans le projet.  :

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom complet de l’organisme :** |  |
| **Acronyme :** |  |
| **Adresse postale :** |  |
| **Lieu d'implantation du siège social** : (si différent de l'adresse postale) |  |
| **Téléphone :** |  |
| **Fax :** |  |
| **Adresse électronique :** |  |
| **Site internet :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Personne(s) de contact pour ce projet :** |  |
| **Nom et prénom du directeur exécutif :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Date de création :** |  |
| **Statut Juridique:**  (Joindre au dossier technique le certificat d’enregistrement ou l’équivalent, si la structure est informelle le préciser ici.) |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom et prénom du président :** |  |
| **Nombre de membres composant le Conseil d’Administration :** |  |
| **Liste des membres du CA :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Objet de l’association :** |  |
| **Principaux domaines d’intervention :** |  |
| **Ressources humaines de l’association :** |  |
| **Budget total annuel en euros :** |  |
| **Principaux donateurs :** |  |
| **Appartenance à des réseaux, des fédérations, collectifs, réseaux, etc. :** |  |
| **Historique et nature de la coopération avec le/les partenaire(s) :** liens institutionnels et contractuels |  |
| **Rôle et implication dans la préparation du projet proposé :** |  |
| **Rôle et implication dans la mise en œuvre du projet proposé :** |  |
| **Expérience d’actions similaires en fonction de son rôle dans la mise en œuvre de l’action proposée :** |  |

1. NB : les propositions jugées hors sujet par la Commission de sélection ne seront pas notées. [↑](#footnote-ref-1)
2. Extrait de La participation citoyenne, levier pour de meilleurs services publics ?, Question de développement, AFD, juillet 2019 [↑](#footnote-ref-2)
3. Extrait pour l’essentiel de La « participation citoyenne » : enseignements et recommandations opérationnelles pour l’AFD, Julie CONVERSY (IRAM), Cécile PATAT (IRAM), Juillet 2017. [↑](#footnote-ref-3)
4. Maryse Bresson, « la participation : un concept constamment réinventé, analyse sociologique des enjeux de son usage et de ses variations », 2014 [↑](#footnote-ref-4)
5. à l’image des expériences de « community organizing » aux Etats-Unis ou d’expériences participatives en Inde [↑](#footnote-ref-5)
6. « La démocratie locale et la participation des citoyens à l’action municipales. Tunisie », 2017, GIZ [↑](#footnote-ref-6)
7. « La participation citoyenne dans le secteur de l’eau et l’assainissement », Coalition Eau, Octobre 2019 [↑](#footnote-ref-7)
8. IRAM, De la participation à l’empowerment : entre la mise en condition et l’illusion de la prise du pouvoir ?, Journée d’études IRAM, 2003. [↑](#footnote-ref-8)
9. CFSI, IRG, Capitalisation du programme société civile et participation (2010-2013), octobre 2013. [↑](#footnote-ref-9)
10. Lambert, A. (IRAM), Repères pour une action collective de coopération au développement, Solidarité Laïque, F3E, mai 2011. [↑](#footnote-ref-10)
11. Dionnet, M., Imache, A., Leteurtre, E., Rougier, J.-E., Dolinska, A., Guide de concertation territoriale et de facilitation, LISODE, Montpellier, 2017. [↑](#footnote-ref-11)
12. « La participation citoyenne dans le secteur de l’eau et l’assainissement », Coalition Eau, Octobre 2019 [↑](#footnote-ref-12)
13. Joindre au dossier administratif le document stratégique de l’ONG, ce document est obligatoire pour présenter une demande de subvention dans le cadre d’une convention-programme. [↑](#footnote-ref-13)
14. Joindre au dossier administratif la liste des personnes habilitées à signer les conventions et tout autre document officiel pour l'association. [↑](#footnote-ref-14)
15. Joindre la liste détaillée au dossier administratif. [↑](#footnote-ref-15)
16. Une **personne politiquement exposée (PPE)** est une personne qui exerce ou a exercé d'importantes fonctions publiques dans un pays étranger ; par exemple, de chef d'État ou de gouvernement, de politiciens de haut rang, de hauts responsables au sein des pouvoirs publics, de magistrats ou militaires de haut rang, de dirigeants d'une entreprise publique ou de responsables de parti politique. Les relations d'affaires avec *les membres de la famille d'une PPE ou les personnes qui lui sont étroitement associées* présentent, sur le plan de la réputation, des risques similaires à ceux liés aux PPE elles-mêmes. Cette expression ne couvre pas les personnes de rang moyen ou inférieur relevant des catégories mentionnées ci-dessus. [↑](#footnote-ref-16)
17. Equivalent Temps Plein. [↑](#footnote-ref-17)
18. Activités de Solidarité internationale et Education au Développement. [↑](#footnote-ref-18)
19. Comptabiliser ici l’ensemble des fonds d’origine publique : subventions et prestations ; fonds publics d’origine locale, nationale, internationale, etc. [↑](#footnote-ref-19)
20. Veuillez lister ici l’ensemble des contributeurs privés apportant une contribution supérieure ou égale à 10% du budget total de l’ONG (en référence aux derniers comptes annuels validés en Assemblée Générale). S’il s’agit d’une personne morale, communiquer la liste des membres du Conseil d’Administration de cet organisme (nom, prénom, fonction et adresse) ou s’il s’agit d’une personne physique, communiquer son identité (nom, prénom, fonction et adresse) [↑](#footnote-ref-20)